

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Année 1906

N°

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 15 février 1906, à 1 heure

PAR

Louis MONTHELIE

LA NÉVROSE TRAUMATIQUE

ET LA

Loi sur les Accidents du Travail

Président : M. BROUARDEL, Professeur.

*Juges : MM. { CORNIL, Professeur,
DUPRÉ, Agrégé.
BEZANÇON, Agrégé.*

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical

PARIS

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE

JULES ROUSSET

1, rue Casimir-Delavigne, 1

1906

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen	M. DEBOVE.
Professeurs	MM
Anatomie	POIRIER.
Physiologie	CH. RICHET.
Physique médicale	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	HUTINEL
Pathologie chirurgicale	BRISSAUD
Anatomie pathologique.....	LANNELONGUE.
Histologie	CORNIL
Opérations et appareils	MATHIAS DUVAL
Pharmacologie et matière médicale	RECLUS.
Thérapeutique	POUCHET
Hygiène.....	GILBERT
Médecine légale.....	CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie	BROUARDEL.
Pathologie expérimentale et comparée.....	DEJERINE.
	ROGER.
	HAYEM
Clinique médicale.. ..	DIEULAFOY.
	DEBOVE
	LANDOUZY.
Maladies des Enfants.....	GRANCHER
Clinique de pathol. mentale et des malad. de l'encéphale	JOFFROY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux.....	RAYMOND.
	LE DENTU
	TERRIER
Clinique chirurgicale	BERGER.
Clinique ophtalmologique.....	DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires	GUYON.
Clinique d'accouchements	PINARD.
	BUDIN.
Clinique gynécologique.....	POZZI.
Clinique chirurgicale infantile	KIRMISSON

Agrévés en exercice.

MM	MM	MM	MM
AUVRAY	DUPRE	LEGRY.	PROUST.
BALTHAZARD.	DUVAL.	LEGUEU.	RENON.
BRANCA	FAURE.	LEPAGE.	RICHAUD
BEZANÇON	GOSSET.	MACAIGNE.	RIEFFEL (chef des
BRINDEAU	GOUGET.	MAILLARD.	Travaux anatomiques.
BROCA André.	GUIART.	MARION.	TEISSIER.
CARNOT.	JEANSELME.	MAUCLAIRE.	THIROLOIX
CLAUDE.	LABBE.	MERY.	VAQUEZ.
CUNEO.	LANGLOIS.	MORESTIN.	WALLICH.
DEMLIN.	LAUNOIS.	POTOCKI.	
DEGREZ.			

Par délibération en date du 8 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

MEIS ET AMICIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR BROUARDEL

Doyen honoraire de la Faculté de Médecine

Professeur de médecine légale

Membre de l'Institut et de l'Académie de Médecine

Grand-Officier de la Légion d'honneur

INTRODUCTION

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail a attiré l'attention sur les difficultés que présente le règlement judiciaire de l'indemnité pour les malades atteints de névrose traumatique.

Cette maladie est fréquemment curable, mais sa durée est indéfinie. Souvent aussi la guérison ne se produit qu'après la solution judiciaire du procès. La difficulté se traduit par la diversité des solutions adoptées par les tribunaux, les uns considérant l'incapacité de travail déterminée comme devant être temporaire, les autres comme permanente, et, dans cette hypothèse, soit absolue, soit partielle.

Nous nous efforcerons de déterminer le quantum de l'incapacité produite et le pronostic de l'affection ; puis, parmi les différentes solutions judiciaires, nous rechercherons laquelle semble préférable.

Mais, auparavant, qu'il nous soit permis d'adresser nos plus vifs sentiments de reconnaissance à M. le docteur Vibert, qui nous a inspiré le sujet de cette thèse et nous a dirigé de ses conseils dans son exécution.

Que tous nos maîtres dans les hôpitaux, particulière-

ment M. le docteur Merklen, M. le professeur agrège Campenon, MM. les professeurs Guyon et Pinard, reçoivent ici le témoignage de notre gratitude.

Enfin, nous prions M. le professeur Brouardel d'accepter tous nos remerciements pour le très grand honneur qu'il nous fait en voulant bien accepter la présidence de cette thèse.

CHAPITRE I

La névrose traumatique. L'incapacité qu'elle détermine.

La névrose traumatique est une maladie qui est loin d'être rare, quoique sa connaissance soit de date relativement récente. Si elle a d'abord été découverte et décrite à l'occasion d'accidents de chemin de fer ou de voiture, c'est surtout la loi sur les accidents du travail qui, en fournissant un grand nombre de cas, a permis de bien étudier cette maladie, particulièrement au point de vue de son évolution. Elle apparaît également à la suite de chutes d'une certaine hauteur, d'éboulements, d'explosions, surtout lorsque le choc a porté sur la tête et a ébranlé profondément le système nerveux. Sur 400 individus victimes de ces divers genres d'accidents, M. Vibert l'a retrouvée une centaine de fois.

Les ouvriers des diverses industries assujetties à la loi du 9 avril 1898, bâtiments, manufactures, entreprises de transport, mines et carrières, fabriques de matières explosives, etc., se trouvent précisément parmi les professions les plus exposées à ces divers genres de traumatismes, et ceci nous explique la fréquence de la névrose traumatique à la suite d'accidents du travail.

Sur 500 blessés par accidents, Jessen en trouve 2,50 pour 100. Sur 160 blessés survivants de l'accident du chemin de fer de Hugstetten, Maas en vit 3, c'est-à-dire 2 pour 100, présenter encore longtemps après des troubles psychiques et nerveux. Sur les 292 survivants des catastrophes de chemin de fer de Mönchenstein et de Zollikofen, 30 à 40, soit 10 pour 100, furent atteints de névrose traumatique. Au point de vue spécial des accidents du travail, on voit, dans le rapport du syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics, pour l'année 1903, sur un total de 27.630 ouvriers assurés, 3.407 incapacités temporaires, 196 permanentes et 24 morts. Pour la commotion cérébrale et l'hystéro-traumatisme réunis, nous trouvons 14 cas, ayant tous déterminé une incapacité permanente, soit 7 pour 100 des cas de cette dernière. La névrose traumatique étant très souvent déterminée par un choc à la tête, si l'on prend la statistique des 3.627 cas par parties du corps atteintes, on voit que celle-ci (yeux non compris) l'a été 268 fois.

Sans chercher à décrire la symptomatologie aujourd'hui bien connue de la névrose traumatique, nous nous attacherons à rechercher quel est le degré d'incapacité de travail qu'elle occasionne à l'ouvrier pendant sa période d'état.

Les troubles psychiques sont les plus constants et généralement même les plus caractérisés. Le malade est triste, taciturne, il cherche la solitude et refuse toute espèce de travail et même d'occupation. La mémoire présente des lacunes étendues sur l'accident lui-même,

sur les faits plus récents et même sur ceux qui lui sont antérieurs ; c'est par exemple un cocher de fiacre obligé de redemander sans cesse l'adresse à ses clients ; un comptable poursuivi pour falsifications d'écritures, quoique le total des erreurs soit à son détriment. A côté de ces divers troubles existe une grande diminution de la faculté d'attention. C'est surtout ce dernier symptôme qui occasionne dans la plus grande mesure l'incapacité de travail, le malade ne pouvant s'appliquer à aucun travail suivi ; d'autant que la prolongation de l'effort provoque une plus grande confusion des idées et une céphalalgie très pénible.

Beaucoup de ces malades ne peuvent supporter le bruit, ou la lumière vive du jour ; les bruits de l'atelier ou de la rue leur sont insupportables. En même temps il existe de l'asthénopie accommodative : la vue se trouble quelques instants après avoir fixé un livre ou le métier.

La sensibilité et la motilité sont souvent troublées. Il existe des douleurs diversement localisées, surtout au rachis et à l'occiput, ou bien des zones d'anesthésie ou d'hyperesthésie. La diminution de la motilité porte tantôt sur un membre, tantôt sur plusieurs, et l'on observe une monoplégie, une hémip légie, ou de la paraplégie. Beaucoup plus souvent, ce que l'on remarque, c'est une diminution presque toujours très accusée de la force musculaire générale ; la station debout et la marche sont ainsi rendues très difficiles chez certains de ces malades, qui s'avancent péniblement à petits pas, en prenant un point d'appui sur une canne ou sur les meubles de l'appartement.

Enfin, surtout dans les cas graves, la santé générale est profondément atteinte ; la nutrition se fait mal, et le malade maigrit beaucoup ; la dyspepsie, les accès de palpitations allant jusqu'au vertige apparaissent.

Par l'énumération rapide de ces divers symptômes, nous voyons que chez la grande majorité de ces malades, la névrose traumatique est pendant sa durée la cause d'une incapacité absolue, les empêchant de se livrer à aucun travail suivi.

Dans les formes les plus graves, assez rarement il est vrai, non seulement ces malades ne peuvent travailler, mais ils ne peuvent même pas se suffire à eux-mêmes pour les actes les plus simples de l'existence. Ils se trouvent alors à la charge de leur famille ou de leur entourage, qui doit sans cesse veiller sur eux et les servir comme de véritables infirmes.

Quelquefois la maladie est plus bénigne, et l'on ne voit plus guère subsister qu'une partie des troubles psychiques ; ce n'est pas très fréquent. L'incapacité de travail n'est plus alors que partielle, pendant cette période d'état. Cependant la réduction que la maladie fait subir au salaire, quoique assez difficile à évaluer en chiffres, doit toujours être estimée à un chiffre élevé. Ce que le médecin devra surtout faire ressortir, c'est combien certains troubles cérébraux, en particulier l'épuisement rapide de l'attention, qui ne frappent pas beaucoup l'esprit des magistrats, sont une cause d'empêchement au travail.

Le Tribunal peut demander au malade de justifier que son état actuel se rattache bien à l'accident par une rela-

tion de cause à effet. L'hystéro-neurasthénie a un ensemble de symptômes cliniques définis qui en font une affection bien caractérisée, à l'origine de laquelle on retrouve toujours un traumatisme de nature spéciale, qui occasionne même quelquefois des lésions matérielles des centres nerveux. L'existence de cet ensemble de symptômes d'une part, de l'autre du traumatisme, permettent de dire que ce dernier est bien la cause de la maladie.

La prédisposition ne joue à peu près aucun rôle dans la genèse de la névrose traumatique. Du reste, même si son influence existait, peu importerait au point de vue du règlement de l'indemnité. La jurisprudence de la Cour de cassation admet que l'on ne doit tenir aucun compte de l'état antérieur du blessé, et se baser uniquement, pour la fixation du chiffre de la rente, sur la réduction que l'accident a fait subir au salaire.

CHAPITRE II

Pronostic.

Que deviennent ces malades ? Les opinions des auteurs à ce sujet sont différentes. Davidson dit n'avoir pas rencontré un cas qui ne se soit terminé par la guérison une fois le procès fini. Page considère que le retour à la santé complète est la règle, et que les malades peuvent reprendre tôt ou tard leurs occupations. Oppenheim, au contraire, cite 33 cas, parmi lesquels on voit seulement six améliorations, et pas une seule guérison complète. Hodges a 12 guérisons sur 21 cas.

Ce qu'il nous importe surtout de savoir, et ce qui est demandé à l'expert, ce n'est pas tant le pronostic général que celui de chaque cas en particulier, et cela n'est possible que très rarement au début.

Ecartons tout d'abord les cas d'hystérie pure, dont la guérison, généralement subite, ne peut être prévue en aucune façon ; elle peut avoir lieu aussitôt après le règlement de l'indemnité, ou seulement plusieurs années après. Témoin, par exemple, ce malade dont parle M. Raymond, qui obtient une grosse indemnité, et le soir même du procès va danser au Moulin-Rouge.

Tantôt, surtout lorsque la névrose traumatique n'a commencé à évoluer que longtemps après l'accident, la maladie est grave d'emblée. Les divers troubles, en particulier ceux des fonctions psychiques, sont multiples et profonds à la fois ; l'accentuation surtout de l'un de ceux-ci, une très profonde dépression morale, est d'un pronostic sombre. En même temps, la nutrition générale se montre profondément modifiée, le malade maigrit, vieillit rapidement et s'achemine vers la cachexie. On peut alors porter un pronostic des plus sombres, et déclarer que le *statu quo* prolongé indéfiniment sera la solution la moins défavorable.

Si au contraire, dans les formes moyennes, les troubles nerveux n'ont pas été très accusés, sont arrivés à un état stationnaire, et surtout si quelques-uns d'entre eux parmi les plus importants ont déjà suivi une marche régressive, on peut prédire la guérison ; mais fixer la date de cette dernière, même approximativement, est beaucoup plus difficile, et ne doit être fait que dans des délais assez étendus.

Un fait très important, au point de vue du pronostic, est *l'influence du procès sur la marche de la maladie*. Dans bon nombre de cas, le règlement de l'indemnité provoque une amélioration précédant souvent la guérison ; on a dit que ce règlement était un merveilleux mode de traitement de la névrose traumatique. Par contre, lorsque cette question traîne en longueur, l'effet en est mauvais pour le malade.

Une observation de M. Chipier est typique à cet égard.

Il y a 5 ou 6 ans, M. X..., âgé de 30 ans, à la tête d'une industrie prospère, se trouvait dans un des derniers compartiments d'un train dont la tête fut tamponnée par une locomotive qui le prit en flanc. M. X... ressentit simplement une violente secousse. Après être descendu du compartiment, il se dirigea à pied, à travers champs, vers sa demeure, située à trois kilomètres du lieu du tamponnement.

Arrivé chez lui, cet homme, qui n'avait aucune blessure, aucune lésion, qui, d'après son dire, avait été seulement effrayé par l'accident dont il venait d'être spectateur, cet homme tomba « comme une masse » sur son lit, et ne se releva plus, incapable, à dater de ce moment, de remuer ni bras ni jambes. Visité et soigné par les médecins de la Compagnie, qui eurent bientôt fait le diagnostic d'hystéro-neurasthénie. M. X..., pendant 2 ans et demi, n'obtient aucune amélioration dans son état. A cette époque le blessé, le malade pour dire plus justement, ayant formé contre la Compagnie du chemin de fer une grosse demande d'indemnité, je fus désigné par le tribunal, pour faire un rapport sur l'état de M. X..., et je constatai ce qui suit :

M. X... est un homme vigoureux, de forte corpulence, qui se tient courbé en deux sur un fauteuil, incapable de se lever ou de s'asseoir seul. Les troubles de la sensibilité consistent en une douleur vive, pour ainsi dire constante, des os dans leur continuité et des articulations. Hyperesthésie le long du rachis, douleur caractéristique au point occipital, se manifestant sous forme de pesanteur intermittente. Il existe de l'hyperesthésie sur les apophyses épineuses des vertèbres, et M. X... accuse cette hyperesthésie de le forcer à rester courbé ! Sur les membres inférieurs les zones d'anesthésie et d'hyperesthésie se mêlent d'une façon singulière. Chez notre malade, les troubles de la sensibilité se sont montrés quatre jours après l'accident, et avaient persisté jusqu'au jour de notre examen, soit plus de deux ans et demi après.

Comme troubles de la motilité, ce qui domine est la paralysie

flasque des deux membres inférieurs, qui a débuté le jour même de l'accident.

La parole est toujours lente, un peu de bégaiement. Pas d'atrophie musculaire. Les réflexes pupillaires, conjonctivaux, pharyngés, sont normaux ; ils sont abolis à la rotule et à la plante des pieds.

La vision seule, parmi les organes des sens, a été touchée ; au début strabisme avec diplopie et dyschromatopsie, puis rétrécissement du champ visuel. Ces troubles n'ont pas excédé six mois comme durée.

Parmi les troubles circulatoires, M. X... a présenté des accès de palpitations, accélération du pouls, qui était petit, faible. Au début, quelques troubles des vaso-moteurs : congestions et œdèmes des extrémités. Pas d'incontinence d'urine. Pas de cachexie : dans les premiers temps, nausées, vomissements, atonie gastro-intestinale. Les troubles psychiques ont été particulièrement caractérisés au début : amnésie presque totale des faits qui se sont passés avant, pendant, ou après l'accident ; impossibilité de se livrer à une conversation soutenue ; idées confuses, un peu d'ataxie du langage ; insomnies avec rêves effrayants. Le caractère est devenu triste, taciturne, indifférent à tout ; irritabilité, affaiblissement de la volonté, dépression nerveuse, pleurs. Ces troubles psychiques ont duré une année presque entière ; après quoi, ils se sont amendés considérablement et le malade est devenu très soucieux de l'avenir, surtout après que le procès en dommages-intérêts eût été commencé.

Tel est rapidement tracé le tableau symptomatique que présentait M. X... quand je l'examinai, plus de deux ans et demi après l'accident.

Dans les conclusions du rapport que j'adressai au tribunal, je déclarai que M. X... guérirait *sûrement*, mais qu'il était impossible de dire à quelle époque se produirait cette guérison, qui pouvait être rapide ou se faire attendre, 2, 3, 5 mois, peut-être plus. J'ajoutais que j'avais la conviction que, du jour ou

M. X... n'aurait plus à répondre aux enquêtes des magistrats ou experts, que du jour où la solution du procès, bonne ou mauvaise pour lui, serait intervenue, de ce jour-là, on verrait se produire une modification dans son état, bientôt suivie d'une amélioration et de la guérison.

En effet, *un mois après* le jugement qui attribuait l'indemnité, M. X..., qui, depuis trois années, ne quittait pas son lit ou son fauteuil, au premier étage de sa maison, un mois après, il descendait *seul* au rez-de-chaussée et y faisait ses premiers pas. Enfin, *huit semaines après la solution judiciaire*, M. X... *montait à bicyclette* ! J'ai revu depuis ce blessé, qui a repris ses occupations avec le même entrain que jadis, et n'a conservé de ce long épisode pathologique qu'une certaine excitabilité nerveuse, dont il s'aperçoit à peine, déclare-t-il.

Dans une observation de Page, rapportée dans la thèse de Fabre, nous retrouvons les mêmes symptômes : raideur de la colonne vertébrale, abolition de la sensibilité et de la motilité dans les deux jambes, six mois avant le règlement du litige avec la compagnie. Quinze jours après ce règlement la malade quitte seule le lit ; un mois plus tard elle était en parfaite santé, et se promenait sans aide.

Ceci nous montre quelle influence heureuse la solution définitive du procès engagé, même lorsqu'elle n'est pas très favorable, peut avoir sur la marche de la maladie. C'est même ce qui fait croire, à beaucoup de personnes non prévenues, que ces malades ne sont que de vulgaires simulateurs.

La simulation véritable est très rare, et serait découverte facilement par l'expert. Ce qui est plus fréquent, a-t-on dit, c'est l'*exagération*. On a vu quelquefois des

hommes d'affaires peu scrupuleux indiquer les symptômes à leurs clients, dans l'espoir de faire augmenter le chiffre de l'indemnité, et d'en tirer une plus forte commission. Nous voyons dans le jugement IX un ouvrier qui exagère les effets de son incapacité ; c'était du reste un malade pas très profondément atteint : son incapacité est évaluée à 70 p. 100, et il guérit pendant le cours de l'instance. C'est presque toujours la maladie elle-même qui donne à l'ouvrier un caractère très pessimiste ; il voit tout en noir, et s'en exagère à lui-même les effets,

Riegler s'appuyait, pour croire à la simulation, sur ce qu'en Allemagne, depuis que la loi sur les indemnités en cas d'accidents de chemin de fer s'était définitivement établie, la proportion des névroses traumatiques était sensiblement accrue.

M. Blum faisait remarquer, en 1893, avant la loi sur les accidents du travail, que contrairement à ce qui se passait pour les victimes d'accidents dans les chemins de fer ou dans les mines, combien peu était fréquente la névrose traumatique dans les salles de chirurgie chez les ouvriers tels que les manœuvres ou les charpentiers qui en tombant de hauteurs quelquefois considérables, avaient cependant subi un ébranlement profond du système nerveux. C'est, dit-il, que ces blessés n'ont rien à espérer de personne et ont hâte de se remettre au travail pour gagner leur pain et celui de leur famille. Ne serait-ce pas plutôt que guérissant plus vite, ils entraient moins volontiers à l'hôpital, et y séjournaient moins longtemps ?

Strumpell va plus loin, et voit la cause essentielle de la maladie dans l'excitation psychique résultant du traumatisme, et dans les idées que provoque celui-ci ; de la peur des suites graves de l'accident, il résulte une exagération et une amplification du mal ; bref, de ce point de départ purement psychique, résulterait toute l'entité morbide.

Sans méconnaître l'importance prépondérante du traumatisme lui-même pour l'étiologie de la maladie, et si les facteurs psychiques ne suffisent pas seuls à faire développer la névrose traumatique, ces mêmes facteurs ont une grande influence sur son évolution.

L'incertitude sur l'issue du procès, la crainte de ne rien obtenir et de se trouver sans aucun moyen d'existence, car ces malades sont persuadés qu'ils ne guériront jamais, préoccupations auxquelles il faut ajouter la répétition des examens médicaux et aussi l'oisiveté continuelle, créent, surtout chez les ouvriers qui n'ont pour vivre que leur salaire quotidien, un état d'anxiété et de véritable obsession qui devient un des principaux symptômes psychiques de l'affection. Le jugement faisant disparaître naturellement ce symptôme, le complexe se trouve déchargé d'autant, et les autres symptômes doivent suivre la même évolution.

Il ne faut pas cependant considérer cette influence du jugement comme une règle absolue, même pour les cas qui ne paraissent pas très graves. Il y a des malades, qui longtemps après l'issue du procès, ne se trouvent nullement améliorés.

Dans le chapitre suivant nous rechercherons quel est,

pour les victimes d'accidents du travail, le meilleur moyen d'arriver rapidement à une solution définitive du règlement de l'indemnité. Cette *thérapeutique judiciaire* est la meilleure médication à appliquer à ces malades, et les autres modes de traitement ne doivent être employés qu'ensuite pour parfaire son action.

A côté de ces cas à terminaison heureuse, nous avons vu qu'il en est d'autres dont le pronostic doit être considéré comme mauvais. Les désordres restent stationnaires indéfiniment, et le malheureux blessé ne sera plus qu'une épave humaine, vivant d'une existence purement végétative, incapable de subvenir à ses propres besoins et à ceux des siens.

L'existence même peut se trouver compromise, soit que le malade *succombe* aux progrès de la cachexie, soit qu'il se trouve emporté par une complication intercurrente, telle que des troubles cardiaques, ou bien encore la tuberculose pulmonaire ou péritonéale, etc.

Plus rarement les troubles cérébraux s'aggravant aboutissent au délire et à l'aliénation mentale véritable, exigeant l'internement dans un asile ; ils peuvent même aboutir au *suicide*.

Une observation de M. Vibert rapporte le cas d'un de ces malheureux. Les troubles des fonctions cérébrales avaient été toujours en s'aggravant ; la mémoire était de plus en plus indécise ; il avait une lenteur intellectuelle considérable, et était sans cesse plongé dans l'hébétude. On dut l'interner pendant près d'un an à Sainte-Anne, et son état s'étant amélioré on le rendit à

sa famille ; une fois là, deux ans après l'accident, il se suicida en se jetant par une fenêtre.

M. Vibert a vu quatre de ces malades se *suicider* au cours du procès ou après la terminaison de celui-ci. Tous quatre présentaient une profonde dépression morale, un affaiblissement mental durant depuis longtemps, ce qui est un symptôme de pronostic fâcheux.

Pour M. Bouveret, lorsque l'idée d'incurabilité a profondément pénétré le cerveau d'un hystero-neurasthénique, elle y fait naître l'idée de suicide ; mais l'affaiblissement de la volonté en préviendrait le plus souvent l'exécution. Il en cite pourtant deux exemples, deux ouvriers qui, suspectés tous deux de simulation, se donnèrent la mort au cours de leur procès.

Dans le jugement X nous voyons un exemple de suicide, à propos duquel se pose une question importante. Le patron doit-il supporter la responsabilité de cette mort, et servir une rente viagère à la veuve ?

En règle générale, l'ouvrier qui met fin volontairement à ses jours supprime par le fait même le droit à toute indemnité pour les siens. Un jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 17 mars 1900, nous en explique les raisons.

« ... Attendu qu'aux termes de la loi du 9 avril 1898, le droit aux indemnités n'existe qu'en tant que l'accident est survenu à l'ouvrier par le fait ou à l'occasion du travail, que la mort de Perrin est due à un fait étranger extérieur au travail, qu'il ne peut donner lieu à l'application de la loi...

« Attendu qu'en admettant même que Perrin ait été

atteint d'aliénation mentale, la même solution découlerait des termes et de l'esprit de la loi du 9 avril 1898 ;

« Attendu, au surplus, que l'article 20 de la même loi refuse toute indemnité à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident ;

« Par ces motifs,

« Déclare la veuve Perrin mal fondée en sa demande en paiement d'une rente.... »

Pour le malade du jugement X. le cas n'est plus le même. Le suicide est bien la conséquence directe des troubles cérébraux, leur aboutissant final, et comme ceux-ci a pour cause le traumatisme initial. Le jugement fait ressortir la gravité de la névrose consécutive à un choc sur la tête, la profonde dépression morale, le malade ayant de plus subi plusieurs opérations chirurgicales restées sans résultat. Un médecin avait, huit mois auparavant, prévu le dénouement malheureux. Le suicide peut donc là être considéré comme une complication fatale de la maladie et une suite directe de l'accident, donnant droit à une pension viagère pour la veuve.

De même le rapport (XIII) conclut pour un autre malade que les idées de suicide sont inspirées par sa situation, et que ce suicide se rattache bien à l'accident par une relation de cause à effet. Le Tribunal adopte ces conclusions, et accorde une indemnité à la veuve et à l'enfant.

CHAPITRE III

Evaluation du dommage subi.

Les difficultés que présentait le règlement des questions de responsabilité avant la loi sur les accidents du travail ont été bien mises en lumière par Fabre. Le tribunal, dit-il, agit au petit bonheur. On règle comme si le malade devait guérir le lendemain, et alors le malheureux sera privé de longues années de l'indemnité à laquelle il a droit. Ou, allant plus loin que l'expert, on escompte l'incurabilité du mal, et on commet une véritable injustice à l'égard de la compagnie. Il propose d'ajourner indéfiniment le jugement qui liquide les dommages et intérêts, et de statuer par provisions successives et renouvelables.

La loi du 9 avril 1898 a admis le principe de rentes viagères, et non plus celui d'indemnités forfaitaires ; de plus elle permet la révision, dans un délai déterminé, de l'indemnité accordée. Nous allons voir, sous cette procédure spéciale, quelles sont les difficultés soulevées, et quelle pourrait être la meilleure forme de réparation du préjudice causé.

La névrose traumatique, à allure si différente des autres maladies, semble dès le début se mettre en dehors de la

loi du 9 avril 1898 et ne pouvoir rentrer dans ses cadres. L'article 11 déclare que « tout accident ayant entraîné une incapacité de travail doit être déclaré dans les 48 heures ; il doit être joint à cette déclaration un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat. »

Nous avons vu que si les premiers symptômes peuvent apparaître dans les premiers jours qui suivent l'accident, et encore là ils ne seront pas encore assez caractérisés pour que le médecin puisse affirmer son diagnostic, encore moins pour qu'il puisse indiquer les suites probables et l'époque à laquelle on pourra connaître le résultat, le plus souvent ils n'apparaissent que quelques semaines ou même quelques mois après le traumatisme initial.

L'ouvrier victime de l'accident peut n'avoir aucune blessure immédiate et avoir ressenti seulement une forte commotion ; ceci n'est pas rare. Et ce ne seront pas toujours les névroses les plus bénignes. Les premiers moments d'émotion passés, on examine l'ouvrier qui affirme ne ressentir que peu de chose, rentre chez lui, et le lendemain revient reprendre son travail comme à l'ordinaire. Ce n'est que plus tard que la névrose traumatique apparaît.

Dans ces cas, la déclaration de l'accident n'aura pas été faite, ou ne pourra l'être que tardivement, et le chef d'entreprise aura ainsi contrevenu à l'article 11 de la loi. Il pourra être poursuivi et condamné de ce chef à une amende, par application de l'article 14, et ne pourra

arguer de l'impossibilité où il s'est trouvé de prévoir cette complication tardive, ni de sa bonne foi. Ceci résulte d'un jugement du tribunal de simple police de Chartres en date du 6 avril 1900 :

« Attendu qu'aux termes de l'article 11...

« Attendu que cet article ne comporte aucune exception...

« Attendu qu'il importe peu également, puisqu'il n'a pas été prévu par l'article 11 sus-indiqué, que l'incapacité de travail ne se soit révélée qu'après les 48 heures de l'accident...

« Condamnons H... à un franc d'amende et en tous les dépens. »

Généralement, l'accident a entraîné d'autres blessures, la déclaration a été faite et le juge de paix a accordé à l'ouvrier le demi-salaire. Devant quelle juridiction ce dernier doit-il porter sa demande d'indemnité nouvelle ?

La loi déclare que pour les indemnités temporaires le juge de paix est seul compétent, et, pour les autres, le tribunal de l'arrondissement. Or, dans quelle catégorie rentre la névrose traumatique ? En pratique, il est vrai, la difficulté n'existe guère, surtout depuis la nouvelle rédaction de l'article 15 de la loi du 31 mars 1905, décidant que « si l'une des parties soutient, avec certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent. » Le certificat médical du début déclarant qu'on ne peut déterminer à cette époque la durée de la maladie, ni même savoir si elle est curable ou non, l'ouvrier étant bien

persuadé qu'il ne guérira jamais et réclamant une rente viagère, l'affaire sera portée devant le tribunal civil.

Le président convoque les parties pour une tentative de *conciliation*. Si elle réussit, ce sera d'un excellent effet, puisque ce qu'il faut surtout éviter c'est de laisser traîner les choses en longueur, et la conciliation a le grand avantage d'être une solution immédiate.

M. Duchauffour en donne un exemple, où les parties se sont mises d'accord pour considérer l'incapacité de travail comme permanente, et évaluer la réduction de la valeur professionnelle d'un ouvrier peintre à 75 pour 100, le chiffre de la rente allouée étant de 800 francs.

Malheureusement, la conciliation échouera le plus souvent, car le patron espère qu'il se produira la guérison, ou tout au moins une amélioration, tandis que l'ouvrier, conseillé par les hommes d'affaires, persistera à réclamer la rente prévue pour l'incapacité absolue et permanente ; ce sont, du reste, des malades procéduriers, selon l'expression de Lacassagne.

Nous voyons plusieurs fois le patron opposer la *prescription* à la demande d'indemnité. Souvent, la nature de la maladie n'a été reconnue qu'assez tard, et l'assignation nouvelle n'est produite que plus d'un an après le jour de l'accident, la clôture de l'enquête du juge de paix ou la cessation du paiement de l'indemnité de demi-salaire. Nous voyons ainsi dans le jugement II le patron opposer la prescription. Dans le jugement I, le tribunal de Lyon s'appuie sur la prescription pour refuser d'examiner la demande de l'ouvrier.

La névrose traumatique peut quelquefois ne se déve-

lopper que fort longtemps après le traumatisme initial. Chez un malade de M. Brissaud, ce n'est qu'au bout de près de deux ans seulement, après une contusion légère, que les premiers symptômes apparaissent. Dans l'observation CLIV de M. Vibert, l'hystéro-neurasthénie ne s'était pas encore révélée huit mois après l'accident ; ce n'est que seize mois après celui-ci, au cours d'un nouvel examen, que la maladie a été reconnue.

Ce sont là des faits, hâtons-nous de le dire, absolument exceptionnels. Les lois allemande et anglaise ont admis, dans ce cas, une suspension de la prescription. La loi française, au contraire, est muette sur ce point ; la prescription, une fois acquise, reste définitive. Le malade devrait alors engager l'affaire en suivant la procédure de révision pour aggravation de l'infirmité primitive. Cette révision est possible, même si l'incapacité première n'avait été que temporaire (jugement XII).

La tentative de conciliation ayant échoué, que vont faire les juges ? Pour éclairer leur religion, la désignation d'un *expert* s'impose. La loi ne l'exige pas, mais il semble difficile, en fait, qu'il en soit autrement. La tâche de l'expert est délicate, car ce qu'on lui demande surtout, c'est de formuler un pronostic, et nous en avons vu toutes les difficultés.

Deux alternatives s'offrent au médecin chargé de l'examen, si la maladie est encore à son début. Ou bien dans le premier rapport il déposera des conclusions définitives, et alors il ne pourra guère qu'établir le quantum de l'incapacité, mais sans pouvoir fixer la durée de celle-ci. Ou mieux, surtout lorsque la forme paraît

grave, il demandera un délai suffisant de plusieurs mois, reverra le malade à différentes reprises pendant cet intervalle, ce qui lui permettra de suivre l'évolution de la maladie.

Dans les formes graves, les symptômes psychiques étant très accusés et allant sans cesse en s'aggravant, il ne pourra que conclure à une incapacité permanente de travail, ainsi que dans le jugement IV, en faisant toutefois quelques réserves, car les formes paraissant tout d'abord fort graves peuvent à la longue s'améliorer et même guérir.

Le plus souvent, les symptômes primitifs étant moins accusés et la maladie restant stationnaire ou s'améliorant, les experts concluent que la névrose traumatique évoluera vers la guérison. C'est l'opinion que nous trouvons exprimée dans la majorité des jugements. Dans le jugement III, l'expert déclare l'incapacité temporaire, mais ajoute qu'on ne peut en prévoir, même approximativement, la durée. Dans d'autres, il fixe l'époque probable de la guérison. Mais, après ce que nous avons vu, il ne devra le faire que dans des limites assez étendues, sinon les faits pourraient lui donner de cruels démentis. La meilleure forme de réponse nous semble donnée par les rapports cités dans les jugements VII, VIII et XI. L'époque de la guérison a été fixée, en tenant compte de l'influence de la solution définitive de l'affaire, dans un délai d'un certain nombre de mois à compter du règlement définitif du procès.

C'est sur les bases du rapport que le tribunal va avoir

à se prononcer. Voyons les différentes solutions adoptées.

Il n'y a pas de difficultés dans le cas de la névrose traumatique *grave*, où la guérison ne peut être envisagée que comme une éventualité très problématique (jugement IV). En face de cette situation, le Tribunal ne peut que déclarer l'incapacité absolue et permanente, et allouer en conséquence à l'ouvrier la rente prévue pour l'incapacité absolue et permanente, égale aux deux tiers du salaire annuel.

Dans plusieurs jugements, les experts considèrent l'incapacité de travail comme devant être temporaire, mais sans pouvoir prédire d'une façon exacte l'époque à laquelle elle prendra fin.

La conduite à tenir semble fixée par les paragraphes 4 et 5 de l'article 16 de la loi, disant : « Si la cause n'est pas en état, le Tribunal *surseoit* à statuer, et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive. Le Tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision ; sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel. » Naturellement, à l'expiration du délai, l'expert devra examiner de nouveau le blessé et déposer un nouveau rapport sur le changement survenu dans son état.

Dans le jugement IX, la Cour de Lyon avait ordonné par un premier arrêt une nouvelle expertise, en accordant une provision. Le médecin chargé de l'examen du malade constata, dix mois après, sa guérison complète. Ceci montre qu'il est des malades qui peuvent guérir

avant la fin du procès ; l'ouvrier n'a alors droit qu'au demi-salaire jusqu'au jour où la maladie a pris fin.

Dans le jugement III, la demande par le patron d'un sursis d'un ou deux ans est rejetée. Dans le jugement XI, le Tribunal correctionnel de la Seine surseoit à statuer pendant trois ans au plus, mais il se trouvait là en face d'une situation particulière ; c'est un tiers civilement responsable qui est poursuivi en vertu d'une loi autre que celle du 9 avril 1898, et les juges ont voulu lui accorder un délai analogue à celui de la révision, qu'il ne pourrait pas invoquer. Enfin dans le jugement VI la Cour de Nancy ordonne un sursis de huit mois ; à l'expiration de ce délai, la malade n'était toujours pas guérie.

C'est, du reste, ce qui arrive le plus fréquemment, puisque l'état d'incertitude sur la situation future persiste pendant toute cette période. Un règlement définitif seul peut amener un changement et hâter la guérison, le sursis ne fait qu'éloigner inutilement le règlement.

Le médecin expert estime que la malade guérira, et fixe la date de la guérison à une époque déterminée, un an par exemple. Le Tribunal pourra considérer l'incapacité comme temporaire, et ordonner que le *demi-salaire* sera alloué à la victime pendant cette période. C'est ainsi qu'avait d'abord jugé le Tribunal de Marseille (jugement XII) ; et le résultat de cette décision ne fut pas très heureux, puisque deux ans après cet arrêt, l'ouvrier en demande la révision et se retrouve plongé dans le maquis de la procédure, entraîné jusqu'à la Cour de cassation cinq ans après son accident.

De fortes objections s'opposent à cette solution. La date de la guérison ne peut être prévue avec assez de précision ; on peut dire par exemple qu'elle aura lieu entre six mois et un an, et alors pendant laquelle de ces deux périodes allouer le demi-salaire ? La névrose traumatique qui allait s'améliorant et semblait devoir disparaître entièrement peut rester stationnaire ; c'est tout le procès à recommencer. Et surtout l'ouvrier est hanté par cette idée qu'un jour prochain son indemnité va être supprimée, qu'à ce moment il ne pourra toujours pas travailler, et qu'alors il lui faudra mendier son pain ; cette préoccupation est des plus funestes, et la guérison espérée se trouve par le fait empêchée. Qui sait si le malade du jugement XII, si la première décision avait été différente, ne serait pas aujourd'hui un robuste ouvrier, et non plus un infirme incurable ?

On pourrait également songer à l'allocation d'une *rente provisoire*, comme la jurisprudence en signale quelques exemples pour d'autres infirmités, mais les reproches à adresser seraient les mêmes qu'à l'indemnité temporaire de demi-salaire ; et pour l'incapacité absolue le chiffre de la rente serait à peu près équivalent, le demi-salaire devant être payé les dimanches et jours fériés.

Il faut donc chercher un mode de réparation qui soit définitif.

Dans le jugement VIII nous voyons les experts proposer d'allouer à l'ouvrier une *indemnité en capital* devant faire place à la rente originale.

La conversion de la rente en capital n'est autorisée

que pour les petites rentes au-dessous de cent francs, nous verrons tout à l'heure comment on peut tourner cette difficulté.

La perspective de recevoir un capital séduit souvent l'ouvrier ; il est vivement conseillé à accepter par son agent d'affaires, qui pourra toucher facilement sa commission. C'est bien un règlement sans appel, car si on peut réviser une rente, cela semble bien difficile pour une indemnité en capital.

Nous avons déjà vu combien les inconvénients de l'indemnité forfaitaire apparaissaient avant la loi de 1898 pour les accidents de chemin de fer, où ce mode de réparation était fréquemment employé. La difficulté extrême est de déterminer le chiffre de l'indemnité d'une façon équitable. L'expert prévoit la guérison dans un délai de un an ou deux ; si elle est complète en trois mois, le patron aura payé beaucoup plus qu'il ne devait, et ne pourra rien réclamer. Si au contraire la guérison n'est jamais entière, c'est l'ouvrier qui sera lésé dans ses intérêts.

Dans ce jugement VIII, le tribunal de la Seine a adopté une solution qui est fréquemment employée par les magistrats parisiens. Puisque la victime, se disent-ils, guérira dans un temps plus ou moins éloigné, tandis qu'actuellement son incapacité de travail est plus ou moins complète, adoptons une solution mixte, en accordant une rente viagère pour l'incapacité, mais en considérant cette dernière comme partielle, et en ne l'évaluant qu'à un *taux très bas*, 15 p. 0/0 par exemple dans le cas actuel.

C'est une manière de juger qui ne nous enthousiasme pas beaucoup. On suppose que l'incapacité n'est pas complète, et qu'au lendemain du jugement l'ouvrier pourra se remettre au travail. Nous avons vu que celui-ci ne le peut pas, et alors, incapable de gagner un salaire, il n'aura pour vivre qu'une rente dérisoire, 7 1/2 pour 100 de ce qu'il gagnait auparavant, c'est-à-dire 135 francs pour un salaire de 1.800 francs ; ce ne sera plus seulement la crainte de la gêne, mais la misère véritable de tous les jours qui viendra l'obséder. D'ailleurs, s'il guérit il ne profitera même pas de la compensation escomptée, car alors le patron demande la révision, l'obtient, et la rente sera supprimée. Et s'il ne guérit pas ? Demander la révision ? On pourrait lui objecter qu'il faut, pour appuyer cette demande, une aggravation et non un manque d'amélioration.

Cette solution judiciaire pourrait trouver une raison d'être dans un cas : si les parties étaient d'accord pour convertir la rente en un capital une fois payé. Supposons un ouvrier dont la guérison probable est fixée à deux ans, par exemple. Son salaire étant de 1.200 francs, la rente devra être des deux tiers, soit 1.600 francs pour les deux ans. Si on le déclare atteint d'incapacité partielle, faisant subir une réduction de valeur professionnelle de 40 à 15 pour 100, ce quantum devant varier suivant son âge, et étant déterminé par les barèmes, le chiffre de la rente annuelle à laquelle il aura droit ne sera plus que de 60 à 90 francs, lesquels convertis en capital représenteront la somme de 1.600 francs. Mais nous avons vu les inconvénients de l'indemnité

forfaitaire, il est donc inutile d'employer ce moyen de tourner la loi.

Quelquefois, pendant le cours des différentes instances, l'état du malade se sera notablement amélioré, et ce que l'on a appelé le principe des *rentes échelonnées* pourra trouver une application. Nous en voyons un exemple dans le jugement VII. La réduction que l'accident avait fait subir au salaire avait été considérée comme étant de 80 pour 100. La Cour de Paris a jugé que depuis la date de l'amélioration, elle n'était plus que de 25 pour 100. En conséquence, la rente a été fixée à 732 francs pour la première période, et à 225 francs pour la seconde.

C'est là, nous semble-t-il, un jugement assez heureux pour ces cas particuliers. Cependant, il semble devoir disparaître. La circulaire du Ministre du Commerce, en date du 3 mai 1905, à propos de la suppression dans la nouvelle loi du paragraphe : le titre de rente n'est remis qu'à l'expiration des trois ans, déclare : « Le législateur de 1905, en même temps qu'il supprime une disposition caduque, écarte du même coup, semble-t-il, toute allocation de rentes provisoires ou échelonnées, ne laissant place qu'à des rentes définitives, sous la seule réserve de révisions possibles, dans les conditions même où l'article 19 de la loi les a organisées. »

Il ne reste plus qu'à envisager cette affection dont la durée ne peut être fixée à l'avance d'une façon précise que comme déterminant une *incapacité permanente absolue* ou presque absolue. C'est la solution qui est adoptée dans les jugements II, III et IV. Cette

manière de voir nous semble la meilleure, comme la plus favorable pour assurer le prompt rétablissement de l'ouvrier, et aussi comme ménageant le mieux les intérêts du patron. L'ouvrier verra son avenir assuré par l'allocation d'une rente égale aux deux tiers de son salaire, et toutes ses préoccupations disparaissant du coup, une grande amélioration se produira bientôt et il aura les plus grandes chances de s'acheminer rapidement vers la guérison complète.

Quant au chef d'entreprise, il se gardera bien de faire appel, car son intérêt est à lui aussi de voir la guérison s'effectuer le plus tôt possible. Il usera du droit que lui confère la loi du 31 mars 1905 de « désigner un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime », et lorsque celui-ci aura constaté la guérison ou tout au moins une amélioration définitive, le patron demandera la *révision* du procès et obtiendra la suppression ou la réduction de la rente.

Le délai pendant lequel la demande en révision est ouverte est fixé par l'article 19 de la loi à trois ans à partir de la décision définitive. Faut-il augmenter ce délai? Nous ne le pensons pas, car dans l'immense majorité des cas, si la névrose traumatique ne s'améliore pas pendant ce temps, elle ne le fera jamais. Dans certains pays comme l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre, aucun délai n'est imposé pour la révision, il en résulte une incertitude perpétuelle, aussi préjudiciable à l'industrie qu'aux ouvriers. Et si on augmentait ce délai pour la névrose traumatique, il serait bien difficile de ne

pas le faire pour toutes les autres affections. Malgré ses inconvénients absolument exceptionnels, la disposition de la loi française nous semble préférable.

JUGEMENTS, ARRÊTS ET RAPPORT MÉDICO-LÉGAL.

I

Prescription. L'ouvrier est débouté.

(Tribunal civil de Lyon, 3^e chambre, 7 mars 1901.
Affaire Kopp contre du Clozel et Blanc.)

Le Tribunal,

Attendu que Kopp, blessé le 4 juillet 1899, dans un accident du travail, a réclamé devant M. le juge de paix de Villeurbanne le règlement de l'indemnité temporaire ;

Que ce magistrat, par jugement du 16 mars 1900, a constaté sa guérison, reconnu qu'il avait reçu au-delà de l'indemnité temporaire, et rejeté sa demande supplémentaire sur ce chef ;

Que reprenant devant ce tribunal l'action qui lui est accordée par la loi du 9 avril 1898, il demande la fixation d'une rente pour incapacité permanente et partielle de travail, mais que, sur cette demande nouvelle qui constitue une action distincte de celle exercée devant le juge de paix, il soutient qu'il souffre d'une affection d'hystero-traumatisme, produisant des troubles ner-

veux, sans d'ailleurs justifier que son état actuel de maladie se rattache à l'accident du 4 juillet 1899 par une relation de cause à effet ;

Attendu que sa demande est irrecevable ; qu'en effet l'accident étant du 4 juillet 1899, l'assignation est à la date du 17 janvier 1901 seulement, soit beaucoup plus d'une année écoulée depuis cet accident ;

Que l'action est donc prescrite par application de l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 ;

Qu'on prétend vainement que cette prescription a été interrompue et suspendue par la décision du juge de paix sur l'indemnité temporaire ;

Que les défendeurs à cette action n'ont fait aucune reconnaissance du droit prétendu par Kopp à la rente qu'il demande à raison d'une incapacité permanente de travail, et qu'en outre ils lui ont toujours contesté le droit à cette rente en opposant la guérison ;

Attendu, au surplus, qu'il est admis par la jurisprudence qu'il n'y a aucune connexité ou indivisibilité entre la demande en fixation d'indemnité provisoire pendant la durée de la maladie et la demande en règlement de la rente à allouer en cas d'infirmité définitive totale ou partielle ;

Que, comme conséquence, la demande en paiement de la première indemnité ne peut constituer une interruption pour la seconde ; qu'en effet, l'ouvrier qui forme la première demande n'est pas censé commencer son procès dans toutes les fins qu'il comporte ; qu'il ne vise alors que l'indemnité provisoire et n'est pas censé poser les premières bases du procès absolument distinct

qu'aux termes de l'article 16 il doit porter devant le Tribunal ;

Qu'il y a là deux actions absolument distinctes, séparées et de nature essentiellement indépendante, dont la seconde n'est nullement la conséquence, ni le complément indispensable de la première ;

Que cela est si vrai que le juge de paix n'est jamais chargé par cette loi des préliminaires de conciliation en ce qui touche le règlement des indemnités définitives, alors cependant qu'immédiatement après l'accident il a dû réunir tous les renseignements nécessaires et entendre tous les témoins ; que cette tentative de conciliation doit être effectuée par le président du tribunal, ce qui caractérise bien nettement le défaut de connexité de ces deux actions ;

Attendu que, si la prescription dont il s'agit ne courrait pas, on ferait à l'ouvrier, dans certains cas, une situation trop favorable ; qu'il aurait intérêt à rester le plus longtemps possible dans la période provisoire où il lui est alloué une indemnité journalière et à retarder de plus en plus le moment où le tribunal substituera à l'indemnité provisoire une rente définitive, généralement inférieure à celle-ci ;

Que là n'a pas été le vœu du législateur, qui a, au contraire, ordonné que l'action en paiement de l'indemnité définitive devait être rapidement introduite et jugée, et qui a sanctionné sa volonté en imposant le délai d'un an, passé lequel l'action serait prescrite ;

Attendu que l'interruption de prescription ne résulte pas davantage du procès-verbal de la tentative de con-

ciliation du 14 novembre 1900, postérieure de plus d'une année à l'accident et qui n'a pas été suivie dans le délai d'un mois et soumise à la justice, comme il est dit à l'article 57 du Code de procédure civile ;

Que la demande, qui est à la fois postérieure de plus d'une année à l'accident et de plus d'un mois au procès-verbal de non-conciliation, est donc tardive ;

Qu'en effet, on ne peut émettre aucun doute à ce sujet en présence des dispositions formelles de la loi du 9 avril 1898, qui, après avoir prévu et prescrit toutes les formalités préalables, édicte que l'action en indemnité par elle prévue sera prescrite par un an à dater du jour de l'accident ;

Qu'en décidant que l'accomplissement des formalités qu'elle impose avant l'introduction de l'instance devant le tribunal civil suffira à interrompre la prescription dans les cas où l'assignation introductive de cette instance ne serait pas signifiée dans le délai d'un an, on ajouterait à cette loi une disposition qui ne s'y trouve pas, et même on ferait échec au vœu du législateur qui a introduit cette prescription précisément pour contraindre l'ouvrier blessé à saisir, dans le délai le plus rapproché de l'accident, le tribunal de sa demande d'indemnité afin de faire cesser l'indemnité temporaire à laquelle il peut avoir droit et qui, dans la plupart des cas, se trouve atteindre un chiffre plus élevé que l'indemnité viagère accordée plus tard par le tribunal ;

Attendu que l'exception de prescription opposée par du Clozel et Blanc est donc bien fondée ;

Par ces motifs :

Dit et prononce que, par application de l'article 18 de la loi du 9 avril 1898, l'action de Kopp est éteinte par la prescription ;

Et le condamne aux dépens.

II

Incapacité permanente et absolue.

(Tribunal civil de Lille, 1^{re} chambre, 7 mars 1901.

Affaire Piquet contre d'Ilgard et la Compagnie l'Abeille.)

Attendu que Piquet, ouvrier peintre au service de d'Ilgard, peintre à Lille, a fait le 3 novembre 1899, au cours de son travail, une chute d'une hauteur de 9 mètres, qui a eu pour conséquence une neurasthénie traumatique l'empêchant de se livrer à aucun travail, d'où une incapacité permanente et absolue de travail.

Attendu que le demandeur a assigné d'Ilgard, Cussac ès qualité, et la Compagnie l'Abeille en paiement d'une rente viagère égale aux deux tiers de son salaire ;

Attendu que les défendeurs opposent la prescription en se fondant sur ce que l'action n'a été intentée que les 5 décembre 1900 et 9 janvier 1901, c'est-à-dire plus d'un an après l'accident ;

Attendu que la prescription est interrompue par la reconnaissance de la dette ; qu'en l'espèce le patron, lors

de la comparution devant le juge de paix, le 11 octobre 1900, a déclaré qu'il ne contestait par les circonstances de l'accident relatées par son ouvrier et ne déclinait pas la responsabilité de la loi ; qu'il y a là une reconnaissance formelle de la dette, sauf discussion de la quotité de l'indemnité à régler sur les bases de la loi ; que le patron en l'espèce ne peut même pas prétendre qu'il ne pouvait s'agir dans sa pensée, que du paiement de demi-salaires puisqu'il était en possession d'une série de certificats circonstanciés, indiquant nettement comme suite probable de l'accident, ainsi que cela résulte du certificat du 3 octobre du docteur Voituriez : 1^o une durée d'incapacité indéterminée ; 2^o une incapacité permanente et partielle selon toute probabilité ; que cette très légère réserve du praticien, faite pour justifier au besoin son diagnostic au cas invraisemblable d'une guérison complète, ne pouvait laisser au patron aucune illusion sur les conséquences de l'accident et par suite sur le paiement d'une rente viagère ;

Attendu que son salaire annuel étant de 1.350 francs, l'ouvrier a droit à une rente viagère annuelle de 900 francs ;

Par ces motifs,

Le tribunal dit l'action en indemnité non prescrite ;
par suite recevable ;

Condamne d'Ilgard et Cussac ès qualité, à leur défaut la Compagnie l'Abeille, à payer à Piquet une rente viagère annuelle de 900 francs payable par trimestre et à terme échu, à partir du 1^{er} décembre 1900, date de la cessation des demi-salaires ;

Ordonne l'exécution provisoire du jugement à titre de provision, nonobstant appel ;

Condamne les défendeurs aux dépens.

III

Demande de sursis rejetée. Infirmité permanente et absolue, sauf révision.

(Affaire Baënts contre Leveugle. Tribunal civil de Lille, 1^{re} chambre, 26 novembre 1901. Confirmé par la Cour d'appel de Douai, 25 mars 1902.)

Attendu que Camille Baënts, âgé de 42 ans, ouvrier chaudronnier au service de Joseph Leveugle, chaudronnier en fer, à Lille, a été le 8 mai 1900, au cours de son travail, victime d'un accident qui a eu pour conséquence de l'hystéro-traumatisme ;

Attendu que les experts considérant cette infirmité comme absolue, mais temporaire, le défendeur s'appuie sur cette déclaration pour demander le renvoi à deux ans, conformément à l'article 16, paragraphe 4 de la loi du 9 avril 1898 de la cause qui n'est pas en état, l'indemnité temporaire devant être payée jusqu'à ce qu'une décision définitive puisse intervenir ;

Attendu que si scientifiquement les experts ne pouvaient que déclarer temporaire cet état si bizarre et si variable de l'hystéro-traumatisme, parce qu'ils ont été

au cours de leur carrière à même de constater que certains cas d'hystérie finissaient par guérir ; le juge ne peut juridiquement ne tenir compte que de l'état présent de la victime et constater avec les médecins d'ailleurs que ces cas guérissables ne se distinguent pas des autres, qu'il n'existe aucun moyen de provoquer la guérison et qu'en l'espèce l'état de la victime, loin de s'améliorer, n'a fait qu'empirer depuis l'accident ; qu'il doit en conclure que la victime est médicalement guérie et que son infirmité doit être considérée comme permanente, sauf révision en cas de disparition ou de diminution de ladite infirmité ;

Attendu qu'émettre l'opinion contraire ce serait priver, contrairement au vœu de la loi et à toute justice, la victime pendant deux ans du tiers de l'indemnité à laquelle elle a droit, et doubler en réalité au profit du patron le délai de révision fixé par la loi ;

Attendu que le salaire annuel de l'ouvrier était de 1.248 francs, la rente viagère annuelle doit être fixée à 832 francs, somme égale aux deux tiers du salaire ;

Par ces motifs,

Le tribunal dit Camille Baënts atteint d'une infirmité permanente et absolue sauf révision ;

Condamne en conséquence Leveugle à lui payer une rente viagère annuelle de 832 francs, payable par trimestre et à terme échu, à partir de ce jour ;

Le condamne aux dépens.

Leveugle et Baënts. Cour d'appel de Douai.

La Cour,

Attendu qu'il est constant que Baënts a été victime le 8 mai 1900 d'un accident du travail ;

Attendu que si un mois après il était guéri de ses contusions et blessures, il est resté atteint d'hystéro-traumatisme, et se trouve depuis près de deux années dans un état d'infirmité absolue qui va s'aggravant tous les jours et ne lui permet aucun travail ; qu'il y a donc lieu de lui faire application du paragraphe premier de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu que vainement Leveugle, s'appuyant sur le rapport des experts commis, demande qu'il soit sursis à statuer pendant une ou deux années ; que, sans doute, ceux-ci, après avoir constaté que l'incapacité est actuellement absolue, ajoutent que cet état n'est pas définitif, mais qu'on n'en peut prévoir la durée ;

Attendu que l'éventualité d'une guérison, dont on ne peut, même approximativement, fixer la date, constitue seulement la réserve nécessaire qu'impose toute science humaine et nécessairement faillible, alors surtout qu'il s'agit de manifestations et de troubles nerveux ; mais qu'on ne saurait, sur une éventualité aussi conjecturale, laisser la victime dans une situation d'attente, dépourvue, d'ailleurs, de toute garantie, d'autant que, si l'on faisait droit à la demande actuelle, il n'y aurait aucune raison pour ne pas, à l'expiration du sursis, en accorder un second ; que le législateur a prévu le cas où l'état de la victime, d'après lequel l'indemnité a été fixée, viendrait à se modifier, et il a décidé qu'il serait alors loisible au chef d'industrie, ou à la victime, selon

l'évènement, de remettre en question le chiffre de l'indemnité ; que cette disposition répond aux préoccupations de l'appelant et sauvegarde ainsi tous ses droits.

Attendu que le salaire de base de Baënts doit être fixé à 1.200 francs, et le point de départ de la rente au 31 octobre 1901, date à laquelle le caractère de l'infirmité est devenu certain.

Par ces motifs, et ceux des premiers juges non contraires à ceux ci-dessus déduits ; dit que Baënts est atteint d'une infirmité permanente et absolue ; fixe à 1.200 francs le salaire de base, et au 31 octobre 1901 le point de départ de la rente ; en conséquence : condamne Leveugle à payer à son ouvrier Baënts, conformément à la loi, et à partir du 31 octobre 1901, une rente annuelle et viagère de 800 francs ; autorise Leveugle à compenser les arrérages avec les demi-salaires payés en excédent de la période pour laquelle ils étaient dus ; déclare l'appel non recevable et mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions ; l'en déboute ; le condamne aux dépens ; ordonne la restitution de l'amende consignée.

IV

Névrose traumatique grave. Incapacité permanente et absolue.

Affaire Liotard contre Poirier et Auvety. Cour d'appel de Paris, 7 novembren 1902.)

La Cour,

Considérant qu'il résulte des documents de la cause,

et notamment du rapport de l'expert, que les blessures constatées immédiatement après l'accident se sont guéries dans un délai limité, mais qu'elles ont été suivies de neurasthénie traumatique et de troubles mentaux et sensitifs; que ces troubles procèdent d'une double cause : d'une part, habitudes éthyliques de Liotard, d'autre part, l'accident ; que sans celui-ci dans les conditions ordinaires de travail de Liotard, ses habitudes éthyliques seraient probablement demeurées sans effet au moins immédiat ; que l'accident, l'ébranlement physique et moral qu'il a occasionné, l'inaction à laquelle il a condamné Liotard, ont été la cause des manifestations de l'intoxication éthylique, qui ont abouti aux troubles mentaux et sensitifs, d'une gravité telle qu'ils mettent la vie de Liotard en danger et le placent en état d'incapacité permanente et absolue de travail ;

Considérant que, pour le cas, dont il s'agit d'incapacité permanente et absolue, le taux de l'indemnité est fixé par l'alinéa premier du paragraphe 3 de la loi du 9 avril 1898 ; que cette indemnité ne peut être totalement refusée à Liotard, dès lors qu'il est constant que l'accident est tout au moins pour partie la cause de l'incapacité ; qu'elle ne peut lui être accordée pour partie seulement, n'étant pas susceptible de fractionnement et la rente qui la constitue étant fixée à une quotité invariablement déterminée du salaire ; qu'il s'en suit qu'elle doit être allouée pour le tout, dans les termes où l'ont justement fait les premiers juges ;

Considérant que ceux-ci ont exactement déterminé la date de la consolidation de la blessure et le point de

départ de la rente ; que l'indemnité journalière n'a depuis cette époque été versée à Liotard qu'à titre de provision ; que la somme qu'il aurait ainsi reçue au-delà du montant de la rente doit s'imputer sur les arrérages futurs de celle-ci ; et admettant au surplus les motifs du jugement frappé d'appel en ce qu'ils concordent avec ceux du présent arrêt et les complètent ;

Par ces motifs,

Déclare Poirier et Auvety mal fondés dans leur demande, fins et conclusions, les en déboute.

V

La blessure est considérée comme consolidée, malgré la persistance d'un hystéro-traumatisme. Incapacité permanente évaluée aux trois cinquième, sous réserve de la révision.

(Affaire Edwiller contre la Compagnie des Fonderies, Forges et Aciéries de Saint-Etienne. Cour d'appel de Lyon, première Chambre, 21 novembre 1902.)

La Cour,

Considérant que par son arrêt du 22 mars 1902, la Cour a ordonné un nouvel examen médical de l'état d'Edwiller, victime d'un accident du travail ; que l'expert a été d'avis qu'il y avait lieu de distinguer entre l'incapacité de travail due à la seule lésion du pied qu'il a évaluée à 2/5 et l'incapacité résultant de l'hys-

téro-traumatisme, qui a été la conséquence de la blessure, qu'il a évalué aussi cette dernière à $2/5$ mais qu'il constate toutefois que la permanence de cette dernière incapacité pouvait être douteuse, à cause de l'évolution protéiforme des accidents nerveux, et d'autre part, qu'il dit que l'état du blessé s'était amélioré, en ce que les troubles psychiques ne s'étaient plus reproduits, qu'il a enfin estimé sans motiver ses conclusions sur ce point, que l'incapacité de travail pourrait être considérée comme ayant été totale jusqu'à ce jour ;

Considérant, en ce qui touche l'époque de la consolidation de la blessure, que, si l'arrêt de la Cour du 22 mars 1902, ne renferme pas chose jugée à cet égard et s'il n'a confirmé le jugement que relativement à la fixation du demi-salaire journalier et du salaire annuel, il y a lieu aussi de confirmer le jugement de ce chef en fixant au 26 avril 1901, date du premier rapport, l'époque de la consolidation de la blessure qui ne saurait être modifiée par la persistance de l'hystéro-traumatisme ; qu'à partir de cette époque, il ne peut plus y avoir lieu légalement à une indemnité temporaire, mais seulement à l'allocation d'une seule rente permanente, sous réserve de la révision autorisée par la loi ;

Considérant, en ce qui concerne l'évaluation de cette rente, que la Cour, en tenant compte des diverses appréciations et constatations de l'expert, croit devoir prendre pour base une réduction des $3/5$ de la capacité de travail, et fixer, en conséquence, la rente à la somme de 485 fr. 10 ;

Par ces motifs,

La Cour, vidant l'interlocutoire ordonné par son arrêt du 22 mars 1902, et ayant tel égard que de raison au deuxième rapport d'expert,

Dit qu'il a été bien jugé par le jugement du Tribunal civil de Saint-Etienne, du 1^{er} juillet 1901, en ce qu'il a fixé au 26 avril 1901 la date de la consolidation de la blessure, confirme, en conséquence, le jugement de ce chef ;

Réformant, en partie, pour le surplus, dit que la rente annuelle et viagère allouée par les premiers juges est élevée à la somme de 485 fr. 10 ;

Condamne la Compagnie des Fonderies, Forges et Aciéries de Saint-Etienne en tous dépens, y compris ceux réservés par l'arrêt du 22 mars 1902, sommairement liquidés à...

VI

Amélioration. Sursis de huit mois. Les experts devront examiner de nouveau la malade à l'expiration de ce délai.

(Affaire Société anonyme de tissage mécanique Baudot et Cie contre époux Mayeur. Cour d'appel de Nancy, 1^{er} arrêt, 14 mars 1902.)

La Cour :

Attendu que l'expertise démontre nettement que les

troubles et lésions dont souffre la dame Mayeur sont dus à l'accident dont elle a été victime ;

Que les experts affirment, en effet, que c'est l'accident qui a fait éclater l'hystéro-traumatisme qu'ils constatent chez la malade ;

Qu'ils ajoutent qu'une prédisposition liée à son organisation nerveuse doit être invoquée de concert avec le traumatisme pour expliquer la genèse de sa maladie ;

Qu'il est donc certain que, sans l'accident, l'infirmité actuellement constatée n'existerait point, et qu'il s'agit bien, dans l'espèce, d'apprécier les conséquences d'un accident du travail ;

Attendu, d'un autre côté, que les experts déclarent que l'état de la dame Mayeur s'est déjà sensiblement amélioré et que la maladie est curable, soit spontanément, soit par un traitement suggestif approprié ;

Qu'ils affirment que la guérison peut devenir radicale et que les troubles actuels peuvent disparaître complètement ;

Qu'il est dès lors impossible de se prononcer, quant à présent, sur le caractère permanent ou temporaire de l'infirmité dont elle est atteinte ;

Que dans ces conditions il échet de décider, par application de l'article 15. paragraphe 4, de la loi du 9 avril 1898 que la cause n'est pas en état et qu'il y a lieu de surseoir à statuer, l'indemnité temporaire devant continuer à être servie à l'intimée jusqu'à la décision définitive ;

Qu'il convient également de dire qu'à l'expiration du délai qui sera fixé, la dame Mayeur sera de nouveau

examinée par les mêmes experts, par continuation de leur mission, pour qu'ils donnent leur avis sur la situation dans laquelle se trouvera alors l'intimée et sur le caractère, soit temporaire, soit définitif de l'infirmité dont elle pourra être encore atteinte ;

Par ces motifs :

Dit que la cause n'est pas en état ;

Surseoit à statuer sur la demande de la dame Mayeur ;

Dit qu'à l'expiration du délai de huit mois, à partir du présent arrêt, la dame Mayeur sera de nouveau visitée par les experts, les docteurs Bernheim, Haushalter et Guilloz, qui feront connaître son état et diront, s'il y a lieu, si elle est atteinte d'une infirmité permanente partielle pouvant motiver l'application de la loi du 9 avril 1898. Pour, sur leur rapport déposé au greffe de la Cour, être ensuite statué sur ce qu'il appartiendra ;

Dit que l'intimée continuera à recevoir son indemnité temporaire jusqu'à la décision définitive ;

Réserve les dépens.

AFFAIRE MAYEUR CONTRE SOCIÉTÉ BAUDOT ET C^{ie}

Deuxième arrêt. — *Il reste de l'anesthésie du bras gauche. Incapacité permanente partielle.* (Cour d'appel de Nancy, 1^{re} chambre, 24 janvier 1903.)

La Cour :

Attendu que l'arrêt du 14 mars 1902 a définitivement jugé que les troubles et lésions dont souffre la dame Mayeur sont dus à l'accident dont elle a été victime ;

Que la question sur laquelle il a été sursis à statuer a été de savoir si ces troubles et ces lésions constituent une infirmité permanente partielle pouvant donner lieu à l'application de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu qu'il résulte formellement de l'expertise, qu'il existe chez la malade une anesthésie de tout le bras gauche, qu'elle ne sent plus sa main, et qu'elle est insensible à la pique ;

Que cette anesthésie a sa limite à la base de l'épaule ; qu'il est donc constant qu'elle ne peut plus se servir de son bras, et que sa capacité au travail se trouve diminuée dans une sensible mesure ;

Attendu que la Cour ne peut que constater, d'après les experts, l'état actuel de la blessée, qui est atteinte d'une infirmité permanente partielle ;

Qu'elle n'a point à s'occuper de l'éventualité incertaine et hypothétique d'une guérison future qui peut ne pas se réaliser ;

Que de même il n'est point possible de contraindre la dame Mayeur à recevoir des soins dans une clinique spéciale, qu'une pareille contrainte serait inconciliable avec le respect de la liberté humaine ;

Qu'il n'est pas certain du reste que ces soins atténueraient et feraient disparaître les conséquences du traumatisme dont elle a souffert ;

Qu'il suffit de déclarer que l'intimée, par suite d'un accident du travail, se trouve actuellement atteinte dans ses aptitudes professionnelles sans qu'il soit possible d'affirmer qu'elle recouvrera la santé dans un avenir plus ou moins éloigné ;

Qu'il s'ensuit que son infirmité a réellement un caractère permanent et qu'elle lui donne, dès lors, le droit d'exiger de son patron le paiement d'une rente annuelle et viagère ;

Attendu que le Tribunal a fait une juste appréciation de la diminution que l'intimée a subi dans sa capacité au travail ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de maintenir le montant de la rente qu'il a allouée, aucune contestation n'existant entre les parties, quant au salaire de base ;

Et adoptant au surplus les motifs non contraires des premiers juges et les motifs de l'arrêt du 14 mars 1902 ;

Par ces motifs,

Met définitivement l'appel de Baudot et Cie au néant ;

Confirme en conséquence le jugement attaqué ;

Dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Dit toutefois que conformément à l'arrêt du 14 mars 1902, la rente viagère de la dame Mayeur commencera à courir à partir du jour du présent arrêt, date de la décision définitive, l'indemnité de demi-salaire devant cesser d'être payée à la même date ;

Condamne Baudot et Cie aux dépens d'appel.

VII

Rentes échelonnées. Amélioration. Incapacité permanente évaluée à 80 p. 100 pour la première période, et à 20 p. 100 pour la seconde.

(Affaire Palaprat contre la Compagnie Générale des Voitures. Cour d'appel de Paris, 7^e chambre, 13 juin 1903.)

La Cour,

Considérant qu'il a été procédé à l'expertise ordonnée par l'arrêt de ce siège du 14 novembre 1902 ;

Considérant que l'accident du travail dont Palaprat, palfrenier au service de la Compagnie générale des Voitures à Paris, a été victime se place à la date du 17 novembre 1900 ;

Considérant qu'après un premier examen de Palaprat le 7 mai 1901, le docteur Vibert émettait l'avis qu'il s'agissait d'une affection curable et fixait l'époque probable de la guérison à une année de l'accident ;

Considérant que commis expert, le même docteur, par rapport du 16 juin 1902, constatait que Palaprat était atteint de neurasthénie traumatique curable et évaluait approximativement à une année le temps nécessaire pour la guérison ;

Considérant que de nouveau chargé comme expert d'examiner Palaprat, le docteur Vibert, par rapport du 5 mai 1903, constate qu'à la date du 25 avril 1903, une grande amélioration s'était produite ; que cependant la guérison n'était pas complète ; que selon toute vraisemblance elle finira par être obtenue dans un délai qui ne dépassera pas six mois à compter du règlement définitif du procès.

Considérant qu'il suit de ce qui précède que depuis deux années et demie, temps auquel remonte l'accident,

la guérison toujours prévue ne s'est pas encore réalisée, qu'elle demeure encore trop incertaine pour que la Cour en fasse état dans les termes où le demande la Compagnie des voitures ; qu'à bon droit les premiers juges ont admis qu'eu égard aux justifications fournies, Palaprat devait être envisagé comme atteint d'incapacité permanente et partielle de travail sauf le droit de la Compagnie des voitures de poursuivre la révision en cas d'amélioration ou de guérison dans le délai de trois ans à partir, non de l'accident, mais de la décision définitive ; que, de même, les premiers juges ont justement déterminé le salaire de base, en se conformant à la règle édictée par le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 (Palaprat ayant été occupé à la Compagnie générale des voitures pendant moins de douze mois avant l'accident), ainsi que le taux de la réduction de capacité eu égard à l'état de Palaprat lorsque la cause est venue devant eux ; que la rente à allouer à Palaprat ressortirait donc bien au chiffre qui lui a été attribué ; qu'elle doit être servie à partir du jour exactement fixé comme correspondant à la date de la consolidation de la blessure ;

Mais, considérant que depuis le 25 avril 1903, l'état de Palaprat s'est amélioré ; que depuis cette époque la réduction que l'accident fera subir au salaire n'est plus de 80, mais seulement de 25 p. 100 ; qu'en conséquence, depuis cette époque également, la rente à servir par la Compagnie générale des voitures doit, par application de la règle inscrite au deuxième alinéa de l'article 3 de la loi de 1898 être réduite de 732 à 225 francs ; et adoptant au

surplus les motifs des premiers juges en ce qu'ils concordent avec ceux du présent arrêt et les complètent ;

Par ces motifs,

Et en rejetant comme non justifiées toutes conclusions contraires, confirme le jugement dont est appel sous cette rectification qu'à partir du 25 avril 1903 la rente annuelle et viagère que la Compagnie générale des voitures à Paris est condamnée à servir à Palaprat sera réduite à 225 francs ;

Condamne ladite Compagnie en tous les dépens d'appel.

VIII

Les experts proposent d'allouer une indemnité en capital. Incapacité permanente et partielle évaluée à 15 p. 100.

(Affaire Lohet contre Société la Maçonnerie. Tribunal civil de la Seine, 4^e chambre, 22 juin 1903.)

Le Tribunal,

Attendu que les experts qui avaient été commis par défaut par jugement de cette chambre du 25 octobre 1902, ont procédé le 14 mars 1903 à l'examen de Lohet ;

Attendu que bien qu'ayant exécuté par sa comparution devant les experts le jugement dont il s'agit, Lohet déclare qu'il entend s'inscrire en faux contre les énonciations de l'assignation du 20 septembre 1902 qui n'au-

rait pas été remise à une femme à son service ; qu'il ajoute qu'ayant de droit l'assistance judiciaire, il ne pourrait se trouver exposé à voir prendre un jugement par défaut contre lui et qu'il appartenait à la Société la Maçonnerie de s'assurer au préalable qu'un avoué avait été commis pour s'occuper des intérêts de la victime ;

Or attendu qu'il n'y a lieu de s'arrêter à la fin de non-recevoir tirée des énonciations de l'exploit introductif d'instance ; que si Lochet avait à critiquer les conditions dans lesquelles était intervenu le jugement du 25 octobre 1902, il n'avait qu'à former opposition audit jugement et, sur cette opposition, à prendre à parti l'assignation ; que, non seulement il n'a pas suivi la seule voie qui lui facilitât ses critiques actuelles, mais qu'il a comparu à l'expertise couvrant ainsi par sa comparution la prétendue nullité qu'il invoque aujourd'hui ; qu'au surplus, ce n'est qu'à la dernière heure et par conclusions du 30 mai qu'il a songé au moyen dont il croit à tort pouvoir se prévaloir ;

Attendu que la deuxième fin de non-recevoir n'est pas plus fondée ; que les victimes d'accident ont toute leur capacité civile ; que c'est à elles seules qu'il appartient de veiller à la conservation de leurs droits ; qu'au surplus rien dans le texte de la loi du 9 avril 1898 ni dans les débats législatifs n'autorise à faire une distinction entre le cas où jugement par défaut est pris contre le chef d'entreprise et celui où il est requis contre un ouvrier victime d'accident ;

Attendu que Lochet a si bien compris que le tribunal ne pouvait le suivre dans cette voie, qu'il s'est atta-

ché à démontrer que la nouvelle expertise exigeait le maintien de la pension à lui allouée le 2 mars 1901;

Attendu que la société la Maçonnerie n'acceptant pas plus les conclusions des experts que l'ouvrier lui-même, il y a lieu de rappeler quelles sont ces conclusions : 1° Le blessé ne présente plus la ténosynovite constatée lors du premier examen, ni l'impotence de son médius et de son annulaire, les doigts de la main gauche se contractent, se fléchissent et s'étendent bien, mais il persiste cependant une diminution très notable de l'énergie fonctionnelle étendue à la totalité de la musculature du membre supérieur, diminution que ne peut expliquer l'intégrité nutritive et morphologique des muscles ; 2° cette faiblesse musculaire qui, lors du premier examen, n'intéressait qu'un domaine fonctionnel très limité (flexion du médius et de l'annulaire dans la paume de la main), non seulement s'est étendue, mais affecte des caractères d'inégalité et d'intermittence remarquables aux différents moments de l'examen ; cet examen provoque chez le blessé une émotion manifeste qui se traduit par un tremblement et de l'accélération du pouls, et entre pour une part difficile à apprécier dans la production de cette impotence qui revêt les caractères que nous venons de signaler ; 3° notre conclusion est que nous nous trouvons en présence d'un malade dont l'affection remonte au traumatisme subi le 22 janvier 1900, ce traumatisme a créé chez lui des symptômes organiques qui se sont tellement améliorés qu'on n'en trouve plus trace aujourd'hui ; mais cet état organique et les conséquences qu'il a sur la situation professionnelle du malade ont créé

chez Lochet un état cérébral pathologique qui va en s'aggravant et qui ne guérira qu'avec une solution définitive et sans appel de son procès ;

Attendu que de ces conclusions il est permis de déduire qu'il y a une amélioration dans l'état de Lochet, mais qu'il serait impossible d'aller jusqu'à affirmer la guérison absolue du défendeur ; que tel est d'ailleurs l'avis des experts puisqu'ils proposent de faire état des phénomènes morbides anatomiques et neurasthéniques constatés chez Lochet, et de lui allouer une indemnité devant faire place à la rente originaire ;

Attendu qu'il convient d'évaluer à 15 p. 100 la réduction de capacité professionnelle actuelle du défendeur, que le salaire de base étant de 1.800 francs, la rente qui devra lui être servie à partir du 14 mars 1903 (date du rapport) aux lieu et place de la rente dont il était bénéficiaire depuis le 2 mars 1901, sera donc de 135 francs ;

Attendu que les parties succombant respectivement sur partie de leurs prétentions, il est équitable de faire masse des dépens pour être supportés moitié par chacune d'elles ;

Par ces motifs,

Dit n'y avoir lieu de faire état des fins de non-recevoir de Lochet ; et entérinant le rapport des experts, dit qu'il subsiste de l'accident du 22 janvier 1900 une incapacité permanente partielle qu'il convient d'évaluer à 15 p. 100 ; ce faisant, condamne la Société la Maçonnerie à servir à Lochet, au lieu et place de la rente précédemment allouée, une rente annuelle et viagère de 135 francs payable par trimestre, à terme échu, à partir

du 14 mars 1903 ; fait masse des dépens qui seront supportés par moitié par chacune des parties.

IX

AFFAIRE MARREL FRÈRES CONTRE PARADIS.

- 1^o *Exagération, incapacité permanente et partielle évaluée à 70 p. 100.* (Tribunal civil de Saint-Etienne, 1^{re} Chambre, 4 novembre 1901).
- 2^o *Désignation d'un nouvel expert,* (Cour d'appel de Lyon, 1^{re} Chambre, 26 mars 1902.)
- 3^o *Guérison. L'ouvrier n'a droit qu'au demi-salaire jusqu'au jour de la guérison.* (Cour d'appel de Lyon, 1^{re} chambre, 26 juin 1903,)

Le Tribunal,

Attendu que du rapport du docteur Roux, il résulte que Paradis est atteint d'hystéro-traumatisme ; que toutefois il exagère dans une certaine mesure les effets résultant pour lui de cet état morbide ; que, tenant compte de cette situation, l'expert fixe à 70 p. 100 la perte de capacité subie par Paradis ;

Attendu que Paradis prétend qu'il est atteint d'une incapacité totale de travail, mais que les faits de simulation et d'exagération notés au rapport ne permettent pas de s'arrêter à cette prétention ;

Attendu, d'autre part, que Marrel conclut à une nouvelle expertise ; mais qu'il ne fournit au tribunal aucun document de nature à infirmer ou à mettre en doute le

rapport de l'expert ; que cette demande doit donc être également rejetée ;

Attendu que les évaluations de l'expert confirmées par ses constatations doivent être, en conséquence, acceptées par le Tribunal ;

Attendu que les deux parties sont d'accord pour fixer à 991 fr. 40 le salaire de base ;

Par ces motifs,

Le Tribunal statuant en matière sommaire et premier ressort ;

Condamne Marrel frères à payer à Paradis :

1° Le demi-salaire à compter du cinquième jour de l'accident, jusqu'au jour du présent, dimanches et fêtes compris ;

2° Et à partir du jugement une rente annuelle et viagère de 347 francs, payable par trimestre, à terme échu ;

Condamne Marrel frères aux dépens.

Cour de Lyon, 26 mars 1902, premier arrêt.

La Cour,

Considérant que l'expertise à laquelle il a été procédé ne fournit pas à la Cour des éléments assez complets et assez précis sur la maladie véritable de Paradis ; qu'elle est contredite et interprétée d'une manière différente par les deux parties ; qu'elle ne s'explique pas, notamment, sur l'époque de la consolidation de la blessure qui doit servir de point de départ à la pension ; qu'il y a

donc lieu de faire procéder à un supplément d'expertise ;

Considérant qu'il convient pendant le cours de cette expertise d'allouer à Paradis une nouvelle provision que la Cour croit devoir fixer à la somme de 200 francs ;

Par ces motifs,

La Cour, après en avoir délibéré, avant de statuer sur l'appel ;

Dit et prononce que M. le docteur Duchamp est nommé expert, à l'effet de procéder à l'examen de l'état de Paradis et de déterminer les conséquences véritables de l'accident dont il a été victime en date du 13 avril 1901, soit au point de vue de son incapacité temporaire ou permanente de travail, soit au point de vue de l'époque de la consolidation de sa blessure ou celle de sa guérison ;

Dit que l'expert est autorisé à s'entourer de tous renseignements, notamment auprès de M. le docteur Roux ;

Dit qu'en cas d'empêchement il sera remplacé par simple ordonnance du président de cette Chambre ;

Dit qu'il prètera serment entre les mains de M. le Président du Tribunal civil de Saint-Etienne, et qu'il déposera son rapport au greffe de la Cour, dans le délai de deux mois, à compter de la signification de l'arrêt, pour être ensuite statué sur ce qu'il appartiendra.

Condamne Marrel frères à payer à Paradis, à titre de provision, une somme de 200 francs, tous droits et dépens réservés.

Cour de Lyon, 26 juin 1903, deuxième arrêt.

La Cour,

Attendu que des constatations et des conclusions du docteur-médecin Roux, commis comme expert, par le jugement du 8 mai 1901, il résultait que le sieur Paradis, victime de l'accident du 13 avril 1900, exagérait le mauvais état de santé ;

Attendu que par arrêt du 26 mars 1902, la Cour a commis, comme nouvel expert, le docteur-médecin Duchamp ; que, des constatations et des conclusions du rapport de celui-ci, il ressort, que depuis le 25 janvier 1903, le sieur Paradis est complètement guéri, et qu'il n'existe plus, chez lui, depuis lors, aucune espèce d'incapacité de travail ;

Attendu que, de ce qui précède, il résulte qu'il a seulement droit au demi-salaire, à compter du cinquième jour de l'accident, jusqu'au 25 janvier 1903 ; et qu'aucune rente viagère ne peut lui être allouée ;

Attendu que les deux parties sont d'accord sur le chiffre de 1 fr. 50 par jour, comme demi-salaire ;

Par ces motifs,

La Cour,

Après en avoir délibéré, statuant contradictoirement et en matière sommaire, rejetant, comme mal fondé, l'appel incident, et faisant droit en partie à l'appel principal, réforme partiellement le jugement du Tribunal civil de Saint-Etienne, du 4 novembre 1901, du chef qui a condamné les sieurs Marrel à servir une rente

annuelle et viagère et les décharge de cette condamnation ;

Confirme le jugement entrepris du chef qui les a condamnés à payer au sieur Paradis le demi-salaire de 1 fr. 50 par jour, à compter du jour de l'accident jusqu'à la date dudit jugement, dimanches et fêtes compris ;

Les condamne à lui payer ce même demi-salaire depuis le jour dudit jugement jusqu'au 25 janvier 1903, dimanches et fêtes compris ;

Dit que les sommes qu'il a déjà reçues des sieurs Marrel seront imputées sur le montant des condamnations prononcées contre eux en sa faveur ;

Ordonne la restitution de l'amende ;

Dit que tous les dépens de première instance et tous ceux des appels, tant principal qu'incident, seront mis en masse et supportés trois quarts par le sieur Paradis et un quart par les sieurs Marrel ;

Et liquide les dépens d'appel à...

X

Suicide ayant pour cause le traumatisme.

Rente à la veuve.

(Affaire Delaunay contre veuve Buray. Cour d'appel de Rouen, 5 novembre 1904).

La Cour,

Attendu que, dans les circonstances qui ont été

dûment établies par l'information et en l'état des expertises médicales qui se sont succédé, on ne s'explique que trop bien que Buray, blessé le 13 avril 1901, au cours de son travail dans l'usine Delaunay, par une courroie de transmission qui s'était rompue et violemment détendue, atteint d'atroces blessures au crâne, à la face, soit, à la suite d'opérations chirurgicales réitérées n'ayant pu amener la guérison, tombé dans un état de névrose traumatique grave; qu'en proie à des souffrances intolérables et le moral atteint par la profonde dépression nerveuse qu'il subissait, il se soit sciemment ou non donné la mort;

Attendu qu'aucune considération de fait ou de droit ne peut autoriser Delaunay, ou plutôt la compagnie d'assurances qui plaide sous son nom, à tirer argument contre la veuve ou les enfants de Buray de la différence seulement apparente qui existe entre les conclusions des experts commis dans leurs deux rapports: celui dressé le 15 juillet 1903, après examen de Buray, demandeur en revision du règlement d'indemnité, et leur deuxième rapport dressé le 12 juin 1904, sur les causes du suicide survenu le 29 juillet;

Attendu qu'il convient de considérer non plus la réduction que Buray avait pu subir dans son salaire par suite de l'état (dû exclusivement à l'accident) où il paraissait être lors de l'examen suivi du rapport dressé le 15 juillet 1903, mais le mal définitif, c'est à dire la mort de la victime, si, comme il l'a été formellement démontré dans l'espèce, elle est la conséquence d'un état qui

prend son origine et sa cause prédominante dans l'accident du 16 avril 1901 ;

Attendu qu'à tort également l'appelant reproche aux experts de s'être, dans leur second rapport, éclairés par l'évènement sur la gravité de la névrose traumatique qu'ils avaient eux-mêmes affirmée, ralliés à l'opinion d'un médecin qui avait suivi l'état du blessé et constaté, antérieurement au 9 décembre 1902, que les désordres et troubles cérébraux allaient sans cesse s'agrandissant et qui avait prévu huit mois d'avance le malheureux dénouement du 29 juillet 1903; que dans leur dernier rapport, les experts n'ont pas hésité à affirmer que le suicide de Buray était « la conséquence directe des troubles cérébraux et des douleurs qu'il ressentait, reconnaissant comme cause le traumatisme dont Buray avait été victime » ;

Attendu qu'il n'est plus question ici des conséquences qu'ont pu avoir antérieurement sur l'état de Buray la maladie surajoutée (bacillose pulmonaire); que, dans la conviction des experts (dont les conclusions s'imposent), le suicide est dû aux troubles cérébraux et aux souffrances provenant du traumatisme; que l'appelant ne saurait non plus exciper, en l'état, des constatations faites et des considérations déjà émises de ce que le suicide de Buray a pu être un acte volontaire et ne rentrant pas, en principe, dans le domaine d'application de la loi du 9 avril 1898 ;

Par ces motifs, et ceux des premiers juges, . . .

Dit mal fondées les diverses conclusions de l'appelant ;

Dit son appel non justifié ; l'en déboute ;
Rejette lesdites conclusions ;
Met l'appel au néant ;
Confirme en toutes ses dispositions le jugement dont
est appel ;
Ordonne qu'il sortira effet :
Condamne l'appelant à l'amende et aux nouveaux dé-
pens.

XI

Tiers responsable. Poursuites devant le tribunal correctionnel. Sursis de trois ans équivalent au délai de révision de la loi de 1898.

(Affaire Pinot contre Compagnie des tramways mécaniques des environs de Paris, Nord-Ouest Parisien. Tribunal correctionnel de la Seine, 30 décembre 1904.)

Le Tribunal,

Attendu qu'à l'occasion de l'accident dont Pinot a été victime le 8 juin 1902, deux instances distinctes ont été suivies : 1^o la première devant une chambre civile du tribunal de la Seine, tendant à l'application des dispositions de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 21 mars 1902, à la Compagnie des tramways mécaniques des environs de Paris (Nord-Ouest-Parisien) dont Pinot était l'employé ; 2^o la deuxième devant la neuvième chambre correctionnelle du même tribunal tendant à l'application de l'article 320 du Code pénal à

Dieuzy, auteur de l'accident, et de l'article 1382 du Code civil, tant à Dieuzy qu'à la société des automobiles Peugeot, prise comme civilement responsable du fait de Dieuzy, son préposé ;

Attendu que cette dernière poursuite a abouti à un jugement de ladite chambre correctionnelle, en date du 24 juillet 1903, qui a condamné Dieuzy à une peine de prison et d'amende, déclaré la société des automobiles Peugeot civilement responsable et commis le docteur Vibert, médecin expert, pour déterminer l'état du blessé ; que ce jugement a été confirmé sur appel par arrêt de la Cour de Paris du 26 octobre 1903, et que le tribunal est aujourd'hui appelé à statuer sur l'allocation de l'indemnité due à la victime, après connaissance prise des conclusions de l'expert consignées dans le rapport par lui déposé au greffe, le 10 décembre 1903 ;

Attendu que, d'après ces conclusions, Pinot est atteint d'hystero-neurasthénie traumatique résultant de l'accident dont Dieuzy est l'auteur responsable ; que cette affection l'a rendu, jusqu'au jour du dernier examen, incapable de tout travail ; qu'il est probable qu'il finira par guérir, mais que, même dans ce cas, il est à prévoir que l'incapacité de travail ne prendra pas fin avant un an ou deux à dater de la terminaison du procès ;

Attendu, d'autre part, que l'instance civile, concurremment suivie par la Compagnie des tramways Nord-Ouest Parisien), par application des lois sur les accidents du travail, a abouti à un jugement de la quatrième chambre du tribunal de la Seine, rendu le 23 mars 1903 ; que ce jugement, en se basant sur les conclusions d'un rapport

présenté par le docteur Thoinot, expert commis, en date du 13 décembre 1902, a décidé que l'amélioration de l'état de Pinot n'étant qu'éventuelle, son incapacité absolue de travail devait être considérée comme permanente et définitive, sauf la faculté de revision si l'amélioration espérée venait à se produire, et condamné la Compagnie des tramways Nord-Ouest Parisien à servir à Pinot, et à compter du 13 décembre 1902, une rente de 1.166 fr. 15, égale aux deux tiers de son salaire ;

Attendu que, sur appel interjeté, la cour a confirmé cette décision par un arrêt, reprenant non seulement les documents produits en première instance, mais aussi le rapport du docteur Vibert, commis par le Tribunal correctionnel dans l'instance suivie contre Dieuzy ;

Attendu que, dans ces conditions, Pinot demande au Tribunal d'appliquer les mêmes solutions à l'encontre de Dieuzy et de la société Peugeot ; mais que cette demande se heurte à une grave objection ;

Attendu, en effet, que si le jugement et l'arrêt rendu dans la poursuite ont cru pouvoir reconnaître à l'incapacité absolue de travail résultant de l'accident un caractère définitif en présence de deux rapports d'experts qui, à une année d'intervalle, sont d'accord pour déclarer qu'une amélioration est, au contraire, probable dans un avenir plus ou moins éloigné, c'est en prenant en considération la faculté réservée au défendeur, par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, disposant expressément que « la demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des consé-

quences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive, le titre de pension ne devant être remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans. »

Que, par suite, cet état déclaré définitif reste en réalité provisoire pendans trois ans ;

Attendu qu'il n'est pas demandé et qu'il est au moins fort douteux, en l'absence d'une disposition expresse du texte, que cette réserve, édictée dans une loi spéciale réglant, dans des conditions de forfait, les rapports résultant des accidents du travail entre patrons et employés de certaines industries, puisse être invoquée par des tiers responsables d'accidents, et poursuivis en vertu du droit commun consacré par l'article 1382 du Code civil ;

Qu'en présence d'une telle différence de situation, il serait excessif et contraire au droit comme à l'équité de reconnaître, à l'égard de Dieuzy, le caractère absolument définitif d'une incapacité de travail qui n'a été reconnue permanente à l'égard des tramways Nord-Ouest-Parisien que sauf révision pendant trois années, alors surtout que les rapports successifs de deux experts permettent l'espoir d'une guérison probable dans un délai indéterminé, mais qui peut être inférieur à trois années ;

Attendu qu'il n'y a pas grande urgence à statuer définitivement dès maintenant, puisque, d'une part, Pinot profite déjà de la rente qui lui est due par la compagnie des tramways Nord-Ouest-Parisien, conformément aux dispositions forfaitaires de la loi du 9 avril

1898, et que, d'autre part, toute condamnation contre Diezy et la société Peugeot profiterait d'abord, non à la victime de l'accident, mais bien à ladite Compagnie des tramways, jusqu'à concurrence du montant intégral de ses débours, bien que cette compagnie ne soit pas en cause ;

Attendu qu'il est d'ailleurs possible de remédier aux inconvénients de l'attente, rendue inévitable par la situation, en édictant certaines mesures provisoires ; qu'à la vérité, il n'est pas formulé de demande spéciale et expresse tendant à l'allocation d'une provision ; mais que la demande d'une allocation définitive est d'un chiffre assez important pour permettre au tribunal d'ordonner, à titre de mesures provisoires, des allocations d'un chiffre moindre devant d'ailleurs être dues en toute hypothèse, sans encourir le reproche de statuer *ultra-petita* ;

Par ces motifs,

Surseoit à statuer sur une allocation définitive pendant trois années au plus, à compter du 12 février 1904, date de l'arrêt mentionné plus haut, c'est-à-dire pendant le délai d'une révision possible des résultats consacrés par cet arrêt, sauf à statuer plus tôt dès que l'état de Pinot aura été rendu réellement définitif à l'égard de tous, etc...

XII

L'ouvrier dont l'affection a tout d'abord été déclarée temporaire, peut, en cas d'aggravation, intenter une action en revision.

(Affaire Meirone contre la Compagnie générale des transports à vapeur. — Tribunal civil de Marseille, 3 juillet 1903. — Cour d'Aix, 11 mars 1904. — Cour de cassation, 12 avril 1905.)

1° Tribunal civil de Marseille, 3 juillet 1903.

Le Tribunal,

Attendu que Meirone a été, le 14 mai 1900, victime d'un accident de travail à l'occasion duquel il avait assigné la Société des transports maritimes en paiement d'une rente viagère ;

Attendu qu'à la date du 2 juillet 1901, le tribunal a débouté Meirone de sa demande en se basant sur le rapport du docteur Beinet estimant que Meirone atteint d'hystéro-traumatisme se trouve atteint d'une incapacité complète de travail, mais temporaire ;

Attendu que Meirone soutient qu'à l'heure actuelle il est pour jamais hors d'état de reprendre tout travail ; qu'un changement dans le sens de la loi du 7 avril 1898 étant survenu dans son état, il est fondé à se pourvoir en révision, qu'il réclame à la compagnie défenderesse une rente annuelle et viagère de 900 francs ;

Attendu que la Société des transports répond à cette demande en soutenant que la révision prévue par la loi n'est nullement une voie de révision ouverte entre son jugement prononçant un déboutement ; qu'il résulterait du texte même de la loi qu'il n'y a lieu à révision que lorsqu'il y a eu lieu à une indemnité accordée dans l'espèce d'une demande, demande ayant été refusée par justice, et le jugement qui l'a refusée n'ayant pas été frappé d'appel, il ne saurait y avoir lieu de réviser une indemnité qui n'existe pas ;

Mais attendu que pareille interprétation serait contraire à l'esprit de la loi ; que ce que la loi a voulu, c'est que l'ouvrier, dont la situation s'aggrave, puisse à la condition expresse de faire la preuve de cette aggravation et de prouver que cette aggravation a été amenée par l'accident et tenir de justice la révision ;

Attendu qu'il y a donc lieu d'admettre en principe la demande en révision du sieur Meirone ;

Mais attendu que le Tribunal n'a pas dès maintenant les données suffisantes pour statuer au fond sur cette demande ; qu'il y a lieu de recourir à une expertise médicale ;

Par ces motifs,

Le tribunal admet Meirone dans sa demande en révision, préparatoirement tous droits des parties demeurent réservés ;

Nomme MM. Flavard, Beinet et André, docteurs en médecine, demeurant à Marseille, experts, lesquels seront préalablement prêté en mains de M. le Président, auront mandat d'examiner Joseph Meirone, de rappor-

cher sa situation actuelle de celle indiquée dans le rapport de M. le docteur Beinet, en date du 28 mars 1901, de dire s'il y a aggravation dans l'état de Meirone et si cette aggravation est une conséquence du premier traumatisme ou d'une tout autre cause, dans le premier cas fixer le quantum de dépréciation que cette aggravation a fait subir à la capacité de travail de Meirone, lesdits experts devant pendant le sens de leurs opérations avoir acquit aux dires et observations des parties et du tout dresser rapport, pour, sur leur rapport fait et déposé au greffe du tribunal, être statué sur ce que de droit ;

Réserve les dépens.

2^e Cour d'appel d'Aix, 11 mars 1904

La Cour,

Attendu qu'il serait superflu de rechercher si la disposition consacrée par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 est applicable ou non à une modification du droit à l'indemnité ou doit être restreinte à la révision de l'indemnité déjà concédée à la victime d'un accident du travail ; qu'il suffit de remarquer en fait, qu'on ne saurait déduire des conclusions du rapport médico-légal dressé par M. le docteur Beinet, le 26 mars 1901, la conséquence qui semblerait résulter du jugement du 2 juillet de la même année ; qu'effectivement l'expert, s'il déclare Meirone atteint d'une incapacité absolue mais temporaire fait précéder l'opinion qu'il formule d'un ensemble de considérations qui aboutissent, sans doute, à la prévision d'une amélioration vraisemblable

de l'état du blessé, mais qui, d'une part, sont loin d'exclure l'hypothèse d'une aggravation de la situation de ce dernier, et, d'autre part, laissent à l'incapacité absolue constatée une durée indéterminée ; que, dans ces conditions, on est amené à reconnaître que l'état de santé dont se plaint l'intimé est non pas une transformation de la maladie consécutive à l'accident qu'il a éprouvé mais une simple prolongation de cette maladie, dont la permanence indéfinie faisant disparaître le caractère de temporanéité qui lui avait été primitivement attribué, constitue une aggravation dans la durée au moins, et justifie par conséquent l'application à l'espèce de l'article 19 de la loi de 1898 précitée ;

Par ces motifs, et les motifs non contraires des premiers juges, la Cour confirme le jugement dont est appel qui sortira son plein et entier effet ;

Condamne la Compagnie appelante à l'amende et aux dépens.

3^e Cour de cassation (Chambre criminelle), 12 avril 1905.

La Cour,

Après délibération en la Chambre du conseil,

Sur le moyen unique de pourvoi :

Attendu qu'il résulte, tant des qualités de l'arrêt attaqué que de l'arrêt lui-même, que Meirone, ouvrier de la Société Générale de Transports Maritimes à vapeur, a été victime d'un accident du travail le 14 mai 1900, et que l'indemnité journalière du demi-salaire lui a été servie ; que, le 2 juillet 1901, un jugement du

Tribunal de première instance de Marseille, devenu définitif, l'a débouté de la demande qu'il avait formée d'une rente viagère par ce motif que l'incapacité, dont il était atteint, n'était que temporaire ; que se fondant sur une aggravation de son infirmité par suite des conséquences de l'accident, il a introduit une demande en révision de l'indemnité qui lui avait été allouée ; que l'arrêt attaqué a déclaré recevable cette action en révision et commis des experts pour examiner l'état de Meirone ;

Attendu qu'en statuant ainsi, ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Attendu en effet, d'une part, que la loi du 31 mars 1905 ne permet plus de douter, que l'indemnité, dont l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 autorise la révision, ne soit aussi bien celle qui est accordée à la victime d'un accident du travail en réparation d'une incapacité qui paraît ne devoir être que temporaire, que celle qui lui est allouée, sous forme de rente viagère, lorsque l'incapacité est considérée comme permanente ; que cette loi déclare que « s'il n'y a pas eu attribution de rente » le délai, pendant lequel l'action en révision pourra être exercée courra « à compter de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière » ; que cette disposition, introduite dans l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, la modifie sans doute en ce qu'elle donne à l'action en révision de l'indemnité journalière un point de départ nouveau et, qu'à cet égard, elle ne saurait avoir un effet rétroactif, mais qu'elle interprète en même temps, de façon non équivoque, le même article ; qu'elle im-

plique nécessairement que le législateur de 1905 a estimé qu'il permettait la revision de l'une et l'autre indemnité malgré l'imprécision de ses termes ; que les rapports présentés tant au Sénat qu'à la Chambre des députés, font ressortir le double caractère de la disposition nouvelle ;

Attendu, d'autre part, que la demande d'indemnité que forme la victime d'un accident du travail, qui se dit atteinte d'incapacité permanente et la demande en révision de l'indemnité journalière qu'elle fonde sur une aggravation de son infirmité bien qu'elles tendent toutes deux à l'allocation de la rente viagère déterminée par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, sont juridiquement distinctes l'une de l'autre ; qu'elles sont soumises à des règles propres ; que notamment la première se prescrit par un an aux termes de l'article 18 de ladite loi tandis que l'article 19 déclare que la seconde est ouverte pendant trois ans ; que la décision, devenue définitive, qui rejette la demande d'indemnité d'un ouvrier blessé, par le motif que l'incapacité dont il est atteint n'est pas permanente, ne fait pas obstacle en ce que la demande en révision de l'indemnité journalière, ultérieurement présentée par le même ouvrier, à la suite du même accident, puisse être déclarée recevable ;

Rejette.

XIII

Rapport médico-légal.

(Communiqué par M. le docteur Vibert.)

*Le suicide se rattache à l'accident par une relation
de cause à effet.*

.
M. Ernest V..., cultivateur, a été victime d'un accident de voiture le 1^{er} novembre 1899. Un jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 23 mars 19..., a déclaré la Compagnie des Tramways de Paris et de la Seine responsable de cet accident, et a alloué à M. V... des dommages intérêts à raison du préjudice causé par les blessures. M. Ernest V... s'est suicidé le 24 juillet 1900. La veuve prétend que ce suicide a été accompli sous l'influence de troubles cérébraux provoqués par l'accident du 1^{er} novembre 1899.

.
Le rapport que j'ai déposé à la suite de mon examen du 2 janvier 1900 contient ce qui suit :

« Le sieur V... a été projeté hors de sa voiture, est tombé sur la tête, et s'est fait les blessures suivantes :
... Toutes ces blessures sont actuellement guéries, et par elles-mêmes elles n'ont pas laissé de conséquences fâcheuses, sauf une légère surdité de l'oreille droite.

Mais le sieur V... a subi au moment de l'accident une commotion cérébrale qui s'est manifestée d'abord par une perte de connaissance ayant duré plusieurs heures, et ensuite par du délire qui a persisté une quinzaine de jours. Depuis lors le blessé a conservé, outre des maux de tête peu intenses et peu prolongés, et un certain degré d'insomnie, des vertiges dont il se plaint beaucoup, et une diminution très marquée de la mémoire. Les vertiges se produisent à coup sûr chaque fois que le blessé tient la tête baissée ou qu'il la remue un peu brusquement ; ils surviennent aussi sans cause appréciable, par exemple la nuit. Ils sont assez intenses pour que le sieur V... hésite à sortir seul, craignant de tomber. La diminution de la mémoire porte seulement sur les faits postérieurs à l'accident. Elle est telle que le sieur V... renonce à lire le journal parce qu'il oublie le sens des phrases qui précèdent celle qu'il a sous les yeux. Il oublie également les ordres qu'il a donnés le jour même à son employé. — Ces troubles sont la conséquence fréquente de la commotion cérébrale, le sieur V... et sa femme les décrivent avec des détails très précis qu'ils seraient sans doute incapables d'inventer. Les troubles en question rendent le sieur V... incapable de vaquer à ses occupations. Leur durée ne saurait être fixée actuellement ; il est probable cependant qu'elle ne sera pas inférieure à cinq ou six mois à dater du jour de l'accident. »

La dame veuve V... explique que depuis l'époque de mon examen l'état de son mari a été s'aggravant. M. V... avait moins de vertiges, mais dormait toujours très mal et l'affaiblissement de la mémoire s'accroissait : très sou-

vent il redonnait des ordres qu'il avait fait exécuter déjà la veille ou le jour même, et inversement s'irritait de ce qu'un ordre qu'il croyait, à tort, avoir donné, n'était pas exécuté. Il était devenu irascible, et surtout avec sa femme, avec laquelle il avait vécu en très bonne harmonie jusqu'au moment de l'accident, c'est-à-dire pendant dix-huit ans. A deux reprises au moins sans aucune explication préalable, il l'a renvoyée hors de leur maison, au milieu de la nuit, et chaque fois, quand elle est revenue le lendemain, il l'a reçue sans observation, paraissant avoir oublié totalement la scène de la nuit. — Il se rendait parfaitement compte de ses défaillances continuelles de mémoire, de son incapacité de tout travail utile, et il était devenu sombre, taciturne, fuyant les conversations et les occasions de rencontrer ses amis ou ses connaissances. Il passait la plus grande partie de son temps enfermé chez lui et dans une inaction à peu près complète : « Ça me tourne dans la tête » disait-il parfois à sa femme. Quand il parlait de sa santé, c'était toujours pour dire qu'il ne guérirait pas, que la vie lui était intolérable, et qu'il en finirait un jour ou l'autre.

La dame veuve V... connaît peu la famille de son mari ; elle sait cependant que le père de celui-ci est mort d'un cancer, que la mère vit encore et est bien constituée ; que M. V... avait deux frères et sœurs actuellement vivants et bien portants. Il n'est pas à sa connaissance que dans cette famille il y ait eu une personne aliénée ou présentant quelque bizarrerie de caractère. — Elle ajoute qu'avant l'accident son mari était d'une bonne santé, d'un caractère égal et nullement enclin à

la tristesse, que ses affaires prospéraient et qu'il était satisfait de son sort. Il était sobre et jamais, dit-elle, ni elle ni personne ne l'a vu en état d'ivresse.

De tous ces témoignages, contre lesquels la partie défenderesse n'a élevé aucune objection, il résulte tout d'abord ceci. Avant l'accident, M. V... était sain d'esprit ; après son accident, dès qu'il a commencé à sortir et à parler à ses voisins, ceux-ci l'ont trouvé un autre homme, ont été frappés des changements qui s'étaient produits dans son caractère, dans sa façon de raisonner et d'envisager les choses.

La question est de savoir si ce changement qui s'est produit après l'accident doit être imputé à celui-ci et uniquement à lui.

Si l'on s'en rapporte aux renseignements fournis par les quelques personnes qui ont connu la famille du défunt, l'hypothèse d'une prédisposition héréditaire à la folie ou à des troubles cérébraux quelconques. Il est vrai que ces renseignements sont un peu vagues, mais ils n'ont pas suscité d'objections de la part de la partie adverse.

En ce qui concerne les antécédents personnels de M. Ernest V..., les témoignages sont beaucoup plus précis. Tous le représentent comme un homme raisonnable, d'un caractère égal, satisfait de son sort, ne manifestant aucune bizarrerie. Les explications de M. Ch... sont particulièrement démonstratives à cet égard. A travers le récit de M. Ch..., M. V... apparaît comme un travailleur avisé, attendant patiemment les occasions

d'une affaire, mûrissant ses projets, sollicitant les conseils d'un plus âgé que lui, ne les suivant qu'après discussion, « ne s'emballant pas », en un mot comme un homme bien équilibré.

Les témoins disent aussi que M. V... était sobre, et sur ce point nous pouvons exprimer une opinion personnelle. M. V..., au moment où nous l'avons examiné le 2 janvier 1900, ne présentait pas de signes d'alcoolisme chronique.

Si l'on considère maintenant la nature des troubles cérébraux que les divers témoins ont remarqué chez M. V... aussitôt que celui-ci, après son accident, a essayé de reprendre sa vie habituelle, on remarque que ces troubles cérébraux, si frappants qu'ils soient, sont en somme assez limités. Les conceptions délirantes n'y figurent pas. Le trait dominant, c'est l'affaiblissement de la mémoire qui se présente avec un caractère tout particulier : l'oubli total de certains événements de la veille ou de la journée même. Les témoins ne disent pas formellement que la mémoire était conservée sur beaucoup d'autres points ; mais s'ils citent exclusivement ces oublis partiels et limités, ces *lacunes* de la mémoire, c'est, suivant toute probabilité, qu'ils existaient seuls ; un affaiblissement général de la mémoire n'aurait pas manqué d'être remarqué et signalé. D'ailleurs nous avons vu nous-même M. V... à une époque où ces lacunes de la mémoire existaient, et cependant les souvenirs étaient exacts sur beaucoup d'autres points. Ils convient aussi de faire remarquer que M. V... avait la notion pleine

et entière de ces oublis, et même qu'il s'en affectait profondément.

On peut ajouter que ces oublis n'étaient que la manifestation la plus apparente d'une diminution de la force d'attention intellectuelle. Cette faiblesse et cette fatigue rapide de l'attention expliquent non seulement les lacunes de la mémoire, mais beaucoup des faits que signalent les témoins. Quand M. V... bouleversait les cartes au milieu d'une partie à peine commencée, quand il évitait la rencontre de ses connaissances, quand il fuyait les conversations, quand, au grand étonnement de son entourage, il se désintéressait complètement des réparations faites à sa maison, c'est qu'il se sentait incapable de soutenir un effort d'attention. Jamais aucun de ces actes bizarres n'a été motivé par une phrase quelconque dénotant une conception délirante ou une aberration d'esprit.

Après le trait dominant qui vient d'être indiqué, on note une humeur sombre, un grand découragement, la conviction de ne jamais guérir, et aussi une irascibilité très facile qui ne paraît guère s'être manifestée que vis-à-vis de Mme V..,

En dehors de ces troubles intellectuels, les témoins ne signalent que les maux de tête presque constants, et l'insomnie.

Tous ces symptômes constituent un ensemble qui représente exactement les troubles cérébraux que l'on observe à la suite des traumatismes violents du crâne. M. V... est tombé sur la tête, a reçu des blessures profondes sur le crâne, a présenté aussitôt des signes de

commotion cérébrale ; les symptômes qui se sont manifestés ensuite ont été ceux que l'on est habitué à rencontrer chez les blessés qui ont subi un traumatisme de ce genre, et non pas ceux d'une vésanie.

Les idées de suicide manifestées à maintes reprises par M. V... découlaient logiquement de sa situation telle qu'il se la représentait. Ses souffrances très réelles, ses lacunes continuelles de mémoire, son impuissance à se livrer à toute occupation utile lui avaient amené la conviction qu'il ne guérirait jamais et que dès lors il était préférable d'en finir avec la vie. Il y avait dans cette manière de voir la marque d'un découragement et d'un pessimisme profond qui sont précisément l'un des symptômes consécutifs aux traumatismes cérébraux ; mais rien ne permet d'attribuer ces idées de suicide à une maladie mentale dont le germe aurait existé avant l'accident du 1^{er} novembre 1899.

Conclusions.

1^o Le sieur V..., à la suite de l'accident dont il a été victime, a présenté des troubles cérébraux qui étaient la conséquence directe du violent traumatisme cranien occasionné par ledit accident.

2^o Les souffrances éprouvées par le sieur V..., son inaptitude à tout travail, l'ont amené à des idées de suicide qu'il a exprimées souvent avant de les mettre à exécution.

3^o Ces idées ont été inspirées par une situation que le sieur V... pouvait, à bon droit, trouver intolérable, et qu'il jugeait irrémédiable, en raison même du pessi-

misme qui était l'un des symptômes provoqués par le traumatisme cranien. Rien ne permet d'y trouver la trace d'une maladie mentale antérieure à l'accident. Nous pensons donc que le suicide se rattache à l'accident du 1^{er} novembre 1899 par un lien de cause à effet.

A la suite de ce rapport, le Tribunal civil de première instance de la Seine (3^e chambre) a rendu un jugement par lequel, en adoptant ces conclusions, il condamne la Compagnie à payer à la Veuve V... la somme de 5.000 francs, et à sa fille mineure celle de 11.000 francs.

CONCLUSIONS

I. — La névrose traumatique occasionne le plus souvent une incapacité de travail complète, d'une durée illimitée, ne prenant fin que rarement avant la solution définitive du procès. Cela soulève des difficultés pour le règlement de l'indemnité.

II. — Diverses solutions ont été proposées :

a) Le sursis, qui prolonge inutilement l'état d'incertitude.

b) Le demi-salaire, ou une rente provisoire pendant un temps déterminé, mais qui ne coïncidera pas fréquemment avec celui de la maladie.

c) Une indemnité en capital, dont le chiffre est difficile à évaluer justement.

d) Une rente viagère, d'un taux peu élevé, en escomptant l'amélioration probable, mais qui est insuffisante pour permettre à l'ouvrier de vivre pendant la période d'incapacité absolue.

e) La rente prévue pour l'incapacité absolue et permanente, le patron pouvant demander la révision en cas de changement dans l'état de la maladie ; c'est la solution qui nous semble préférable.

III. — Pour les formes graves, la difficulté est moindre ; la maladie ayant une durée fort longue doit

pratiquement être considérée comme la cause d'une incapacité absolue et permanente.

IV. — La névrose traumatique aboutit parfois au suicide, qui peut en être jugé comme une conséquence directe, donnant droit à l'allocation d'une rente viagère à la veuve.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
BROUARDEL.

Vu : LE DOYEN,
DEBOVE.

Vu et permis d'imprimer :

LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- BLUM. — De l'hystéro-neurasthénie traumatique. *Arch. gén. de Méd.*, 1893, II.
- BOUVERET. — La neurasthénie, 1891.
- BRISSAUD. — Névrose post-traumatique. Société de neurologie, 2 juin 1904.
- BROUARDEL. — Les blessures et les accidents du travail, 1906.
- G. BROUARDEL. — Les accidents du travail. Guide du médecin, 1903.
- CHATIN. — Un cas d'hystéro-neurasthénie traumatique. *Province médic.*, 1892.
- CHIFIER. — Un cas d'hystéro-neurasthénie traumatique. *Médecine des Acc. du travail*, 1903.
- CROCQ. — Les névroses traumatiques, 1896.
- DUCHAUFFOUR. — Accidents du travail. Evaluations des invalidités permanentes d'après les conciliations intervenues au tribunal de la Seine. *Annales d'hyg. publ. et de méd. légale*, 1904.
- FABRE. — L'hystéro-neurasthénie traumatique devant la loi. *Thèse*, Paris, 1893.
- FORGUE et JEANBRAU. — Guide pratique du médecin dans les accidents du travail, leurs suites médicales et judiciaires, 1904.
- GARNIER, DROUIN et BÊTEAU. — Consultation médico-légale sur un cas d'hystéro-traumatisme. *Arch. méd. d'Angers*, 1900.

- GINESTOUS et PEYTOUREAU. — Hystéro-traumatisme. *Bull. Soc. d'anat. et physiol. de Bordeaux*, 1899.
- LARRIVÉ. — Des accidents nerveux consécutifs aux traumatismes. *Thèse*, Lyon, 1897-1898.
- MARKOFF. — De l'hystéro-neurasthénie traumatique. *Thèse*, Paris, 1900-1901.
- MONTAGNON. — Hystéro-traumatisme et accidents du travail. *Loire méd.*, 1902.
- OLLIVE, LE MEIGNEN et AUBINEAU. — Précis des accidents du travail, 1905.
- PUECH. — De l'application de la loi sur les accidents du travail, 1903.
- RAYMOND. — Un cas d'hystéro-traumatisme. *Revue de l'hypnot. et de la psych. physiol.*, 1900-1901.
- RÖHMER. — Les accidents du travail. Evaluation des incapacités professionnelles, 1903.
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 1904.
- THOINOT. — Les accidents du travail et les affections médicales d'origine traumatique, 1904.
- TOULOUSE. — Consultation sur un cas de névrose traumatique. *Journ. de Méd. de Paris*, 1898.
- VIBERT. — Etude médico-légale sur les accidents de chemin de fer, 1888.
- Contribution à l'histoire de la névrose traumatique, 1893.
- E. BERT. — *Revue judiciaire des accidents du travail*.
- BUBOD. — Recueil des arrêts de la Cour de cassation en matière d'accidents du travail, 1903.
- La Loi*, 1903.
- Moniteur judiciaire de Lyon*, 1903.
- Nord judiciaire*, 1901, 1902.
- Recueil des arrêts de la Cour d'appel de Douai*, 1902.
- Recueil périodique des arrêts de la Cour de Nancy*, 1901-02, 1902-03.
- Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par*

le Ministère du Commerce et de l'Industrie. (Division de l'assurance et de la prévoyance sociale.) *Jurisprudence.*

— Lois, règlements et circulaires.

— Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898.

VILLETARD DE PRUNIÈRES. — *Recueil spécial des accidents du travail.*

